

# *Jardunaldiak*

**Hizkuntzen Ondarea Babesteari eta  
Sustatzeari buruzko Legea (Molac legea).  
Aitzinera begirakoak**

**Loi sur la Protection et la Promotion du  
patrimoine linguistique (Loi Molac).  
Quelles perspectives ?**

Urriaren 22an, ostiralarekin, Baionako Herriko Etxean

# Langues régionales. Quelles perspectives ?

MOLAC, Paul

Député breton, promoteur de la loi

Le linguiste Bernard Cerquiglini dénombre 75 langues différentes en France. Leurs situations sont aussi disparates, certaines ne sont pas écrites, d'autres sont enseignées, certaines ont un statut très protecteur quand elles débordent les frontières. Cependant, elles ont une chose en commun, selon l'UNESCO, la totalité d'entre elles, sauf le basque, sont considérées en grand danger d'extinction. On constate même dans de très nombreux territoires que ce déclin est en réalité extrêmement rapide et peut se schématiser de la manière suivante pour les nouvelles générations d'adultes : pour une large partie de la population, leurs grands-parents parlaient breton couramment. Leurs parents pouvaient comprendre une conversation dans cette langue. Et les enfants aujourd'hui ne connaissent plus que quelques mots.

Ce déclin ne doit rien au hasard. Il est le fruit d'une politique menée constamment depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle par les autorités françaises pour éradiquer ces langues. Le français est la seule langue officielle, la seule langue de l'enseignement, de l'administration et devient la seule langue de communication. Si une politique publique est responsable du déclin des langues de France, d'autres politiques publiques d'ampleur peuvent permettre à ce jour d'inverser la tendance et de maintenir l'usage de la langue dans la sphère publique comme privée. Or, nos langues sont nos vies. Elles traduisent ce que nous sommes. Un héritage des aïeux, qui permet de nous définir et de nous identifier au sein d'une communauté. Loin de créer une quelconque forme de séparatisme que les tenants de l'unicité du peuple et de la langue ne cessent de mettre en exergue, cela permet de renforcer une cohésion qui permet une ouverture sur notre propre culture, notre propre réalité. Comment se définir et se projeter dans ce monde de plus en plus globalisé sans

savoir qui on est ? Certains ignorent même la signification de leur nom, du nom du village où ils habitent. Connaître sa langue régionale c'est aussi ne pas être un ignorant de son propre pays.

Si ces politiques publiques incitatives aujourd'hui doivent concerner l'ensemble des acteurs, des collectivités territoriales jusqu'à l'Etat en passant par les Universités, c'est avant tout le secteur de l'enseignement qui est primordial. C'est celui qui permet de recréer des locuteurs d'une langue qui n'est pourtant plus leur langue maternelle. Or, si nous pouvons constater certaines améliorations en la matière, elles sont loin d'être suffisantes. La faute à une opposition de principe au sein de la techno-structure du ministère de l'Education nationale et du ministre lui-même, mais aussi d'un manque singulier de moyens alloués à l'enseignement en langue dite régionale. Pourtant, comment mieux faire apprendre les langues dans un monde polyglotte ? Comment développer les mécanismes du cerveau pour développer les connaissances et l'abstraction ? Autant de questions auxquelles l'enseignement bilingue, avec une langue régionale, apporte des réponses.

Les revendications et actions des militants portent peu à peu leurs fruits et parviennent à faire monter le rapport de force en notre faveur. Mais ce que j'ai pu constater lors de l'examen de la loi sur les langues régionales l'an passé, c'est l'incroyable basculement de l'opinion publique. Cela a pu se percevoir à travers le traitement médiatique, qui a été totalement différent entre la première et la deuxième lecture du texte à l'Assemblée nationale. Cela s'est fortement ressenti auprès de mes collègues parlementaires. Là où les langues régionales constituaient auparavant un vague sujet d'attention dans l'opinion, elles sont devenues un sujet majeur de défense du patrimoine immatériel. Je pourrais ajouter d'autres exemples. L'affaire des signes diacritiques est aussi assez emblématique. Si la technocratie d'État, représentée par le Conseil constitutionnel a fait de la résistance en interdisant les signes diacritiques, le peuple lui ne comprend plus cette attitude. Sa réaction est exprimée de façon claire et je l'ai souvent entendu : « *L'administration n'a pas autre chose à faire que de nous emmerder avec ces questions* ». Enfin, dans certaines régions, la question des langues régionales a été un thème de campagne des dernières élections régionales. On peut donc penser aujourd'hui, même si la situation reste très fragile et que la mobilisation ne doit pas cesser, que la courbe des locuteurs de certaines langues de France peut s'inverser.

Comme je l'indiquais donc, le fait majeur qui s'est produit en 2021 au-delà du vote de la loi relative aux langues régionales, et de l'opposition frontale du mi-

nistre Blanquer que l'on a pu voir, c'est bien la bascule de l'opinion publique en la matière. Tout d'un coup, les médias hexagonaux ont commencé à évoquer ces sujets et les rédactions parisiennes, souvent bien mal pourvues de connaissances sur le sujet, ont alerté leurs correspondants régionaux. *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro* ont tous traité le sujet avec sérieux et sont allés bien plus loin que les brèves auxquelles nous étions habitués. Les radios et télévisions ont également relaté cette inquiétude en évitant de tomber dans le piège de la revendication des ploucs ou du combat d'arrière-garde que nous avions pu entendre auparavant. Et que dire de la ligne éditoriale de notre presse quotidienne régionale. Si en effet, il s'agissait de médias plus enclins habituellement à défendre la cause des langues régionales et à traiter le sujet de manière approfondie, j'ai été profondément surpris de l'ampleur que le sujet a pu avoir dans certaines colonnes. Dans *Le Télégramme*, *Le Courrier Picard* ou *Ouest-France*, le vote de la loi s'est affiché en une des quotidiens le lendemain. Et à travers ce traitement médiatique, c'est véritablement l'opinion publique qui s'est emparée du sujet, là où d'habitude une majorité silencieuse voyait les choses d'un œil très distant et peu intéressé.

Il faut dire tout de même que nos adversaires nous ont un petit peu aidés en la matière. Rappelons-nous : lors de l'examen du texte en première lecture en février 2020, les députés de la majorité adoptent le texte, mais le vident en partie de sa substance en retirant l'ensemble des articles relatifs à l'enseignement. La pression du Gouvernement représenté ce jour-là par Jean-Michel Blanquer était trop forte. La loi comportait cependant quelques avancées notables. L'inscription des langues régionales dans le code du patrimoine avec une obligation pour l'État et les collectivités locales de procéder à leur préservation. La sécurisation de l'affichage bilingue en particulier routier. La modification de la loi Toubon pour que celle-ci ne s'oppose plus à l'usage des langues régionales. Enfin, l'acceptation des signes diacritiques dans l'état civil.

L'attitude des sénateurs a aussi été déterminante. Ils décidèrent non seulement de voter conforme tout ce qui venait de l'Assemblée mais surtout ils réintroduisirent des dispositions majeures concernant l'enseignement comme l'autorisation de l'enseignement par immersion, l'instauration du forfait scolaire pour les écoles associatives ou la généralisation de l'offre d'enseignement en langue régionale. Si le ministre Blanquer ne s'attendait pas à pareille attitude de la part de la chambre haute, il ne pouvait s'attendre non plus au vote historique de cette loi avec l'ensemble des avancées réintroduites au Sénat. Par 247 voix contre 74, les députés ont définitivement entériné le texte par une écrasante majorité et ce contre l'avis

du Gouvernement. Les députés de la majorité ont préféré en l'espèce suivre leur propre conviction, conforme à leur terre d'élection, plutôt que de répondre aux injonctions gouvernementales et celles de leur groupe. Voilà une avancée historique.

Et c'est bien le conservatisme du ministre Blanquer, bien aidé par le Conseil constitutionnel, au terme d'une forfaiture politico-judiciaire, qui a fini de retourner l'ensemble de l'opinion publique contre lui. Car on a peine à croire que le tilde sur le prénom du petit Fañch puisse constituer une menace pour la République. Et surtout, plus personne ne comprend cet acharnement contre nos langues. L'exécutif a fini par le comprendre en annonçant la couleur à la suite de la censure par le Conseil constitutionnel de l'enseignement par immersion : les écoles associatives ne seront pas impactées à la rentrée scolaire et les expérimentations dans le public seront développées. Ce contrepoint de l'exécutif à l'adresse du Conseil constitutionnel surprend les juristes. Mais cela a pu tout de même rassurer les parents et les acteurs de l'enseignement en langue régionale. Et cela a été renforcé en décembre lorsque le ministre Blanquer a signé une circulaire, contredisant en tout point la décision du Conseil constitutionnel. Juridiquement, c'est très bancal. Mais c'est une victoire dont on ne manque pas de saluer les bénéfiques.

En conclusion, je dirais que le combat est loin d'être gagné, et que les efforts des militants sont aujourd'hui encore absolument nécessaires. Mais les progrès sont réels, y compris au niveau juridique, et j'espère aujourd'hui que nous commençons à apercevoir le bout du tunnel. Le travail concerté entre les enseignants, les élus, et les soutiens portent leurs fruits car il ne s'agit que d'une question de rapport de force. Le plus important est que les mentalités changent. Je ne désespère pas qu'un jour, dans nos écoles, tous les élèves qui le souhaitent pourront avoir la possibilité de réaliser leur enseignement en français et dans la langue de leur territoire.

# Molac legeaz hausnarketa

JORAJURIA, Pello  
Seaskako lehendakaria

2021ean Frantziak memento arraro bat bizi izan du Paul Molac diputatuaren izena hartu duen *Hizkuntzen ondarea babesteari eta sustatzeari* buruzko legea bozkatu eta gero. Eragin handia ukan dezake ondoko urteetan Frantziako lurralde hizkuntzentzat, baina paradoxa bada ere, legean ez diren elementuek dute esperantza handiena sortzen.

## Legearen bozkatzea

Legea bera hiru alditan bozkatu zen, lehen adiz 2020ko otsailaren 5ean, Legebiltzarrean. Ez zen lehen hizkuntzen inguruko lege proposamena Paul Molacek aurkeztu zuena. 2015ean jadanik aurkeztu zuen *Eskualde hizkuntzen murgiltze moduko irakaskuntza* izeneko lege proposamen bat, baina garaian testuak ez zuen lehen irakurketaren fasea gainditu. Gauaz bozkatu zen, ordezkari gutxiren artean, eta luzaz gehiengo labur bat aurkituko zuela espero bazen ere, azken bozkarako gehiengo sozialistak Legebiltzarreko arau berezi bat baliatu zuen, presente ez ziren diputatu batzuk kontra bozkarazteko eta legea oztopatzeko. Hartan geldi zen lege proposamen horren bizia.

2020an, eskuineko gehiengoak estrategiaz aldatu behar izan zuen. Jean-Michel Blanquer-ek gidatutako Hezkuntza Nazionaleko ministerioak hainbat erreforma eramán zituen hizkuntzen aurkako hainbat eraso gisa kontsideratuak izan zirenak. Lurraldeetan elkarteak kexu ziren, eta aspaldiko partez Frantzia mailan antolatutako *Gure hizkuntzak bizi daitezten* kolektiboaren baitan. 2019ko azaroan manifestaldi bat antolatu zuten Parisen, Hezkuntza ministroaren bulegoen aitzinean. Testuinguru

hartan gobernuari zaila zitzaion Paul Molacen lege proposamenari zuzenki ezetz erratea. Emendakinez emendakin, lehenik komisiotan eta ondotik Legebiltzarrean, testua hustu zuen kenduz hizkuntzendako aurrerapausoak izan zitezkeen artikulua eta ondotik alde bozkatu. Testu huts baten alde bozkatu zuten, irakaskuntza bereziki ez zuena aipatzen.

Frantzian, lege proposamena ez delarik gobernutik heldu, ez da automatikoki Senatura bidalia. Eta Molacen talde parlamentariak ez zuenez ordezkariarik Senatuan, abentura horretan gelditzen ahal zen. 2021eko iraileko hauteskondeek talde berri baten sortzeko aukera eman zuten *Talde ekologista - elkartasuna eta lurraldeak* izeneko, eta talde horren lehen ekintza izan zen Molac legea bozkara aurkeztea. Elkarteez eta politikariek, eta bereziki Ipar Euskal Herriko senatari diren Max Brisson eta Frédérique Espagnacek lan handia eraman zuten Senatuko talde politiko guztiengana joateko, eta emaitzek esperantza guztiak gainditu zituzten. Senatariak berriz ezarri zituzten Legebiltzarrean kendu ziren artikulua, testuari bere jatorrizko xedea emanez, eta gehiengo harrigarri batez baieztatu.

Hirugarren eta azken txanda Legebiltzarrean jokatu da 2021eko apirilaren 8an. Mobilizazioa kanpaina luze baten ondotik, lege proposamena bozkara berriz heldu zen, senatariak aberasturik, eta diputatuek aldaketarik sartu gabe onartzen bazuten, legea benetan aplikatzen ahalko zen. Jean-Michel Blanquerrek dena egin zuen egun hartan bozka ez zedin pasa, edo bederen testua aldatu eta ez dadin aplikagarria izan, baina diputatuek ez zuten segitu. Gehiengo osoa zuen *Errepublikan martxan* taldeak bere kideei kontra bozkatzeari eskatu zien, baina ez zen segitua izan ere ez, eta talde hartan ere diputatu gehienek alde bozkatu zuten: 247 boz alde, 76 kontra.

Bozka historikoa izan zen, 1951. urtetik lehen aldian baitzen Frantzian lurralde hizkuntzei buruzko lege bat onartzen zela. Ospatu da behar bezala, baina gibelamenduarekin egun horren garaipen handiena gehiengo zabal hori izan da. Legebiltzarrean, Senatuan, eskualdeetan, lurraldeetan, hizkuntzen gaiak gehiengo zabal bat badu, eta lehen aldiz jende anitzek neurtu ahal izan dute hori.

### **Konstituzio Kontseilua**

Ondotik, epe labur batean, hainbat eta hainbat gertakari metatu ziren. Denak salbuespenak ziren. Denak arauen eta usaien kontra bazihoazen.

Lehenik Emmanuel Macron lehendakariak ez zuen legea berehala promulgatu. Bozka baten ondotik beti aste bat barne promulgatzen duelarik legea eta horrela



helegiteen aukerak hestean, kasu hartan epearen azken puntaraino joan zen utziz kontrakoei antolatzeke astia.

Ondotik 61 diputatuk helegite bat igorri zioten Konstituzio Kontseiluari legearen 6. artikulua kontra, hots, ikastolak bezalako eskola pribatuen finantzaketan salbuespen berri bat sortzen zuen artikulua kontra. Diputatu horiek nagusiki *Errepublikan martxan* talde parlamentariokoak ziren, eta talde horrek nagusiki legearen alde bozkatu zuen. Arraroa bada ere, diputatu horiek beren taldeak onartutako lege baten kontra ezarri zuten helegite bat.

Jakin zen biziki laster ondotik helegite hori ez zutela diputatuek berek idatzi, baina bai Hezkunde Ministerioaren kabinetek.

Helegiteak ez zituen Konstituzio Kontseiluko arauak errespetatzen, forma aldetik (Kontseiluak ez baititu sinadura elektronikokoak onartzen) eta kopuru aldetik (60 diputaturen sostengua behar du helegite batek, eta hor 61 izenpetzaileetarik lauk jakinarazi zuten beren izena zerrendatik kenarazi nahi zutela), baina helegitea onartzea erabaki zuen.

Azken hamar urteetan Konstituzio Kontseiluak helegite batean izendatuak diren artikulua kontrolatzen ditu, eta ez lege osoa. Postura hau teorizatua du eta idatziz emana. Salbuespen bat egin nahi izan zuen lege horrentzat, eta bere baitarik beste bi artikulua ikertzea erabaki zuen: 4.a, murgiltzeari buruz, eta 9.a, marka diakritikoei buruz.

Usaiaz Konstituzio Kontseiluaren erabakiak teknikoak dira eta lege testuan diren elementuei mugatuak. Baina kasu horretan ez zen horrela gertatu. Erabakiak ez zuen elementu teknikorik, baina bai doktrina puntuak. Helburua ez zuen lege testu baten bi artikulua atzera botatzea eta aplikaezinak bilakaratzea, baina bai praktika batzuen debekatzea.

Kolpea gogorra izan zen. Murgiltzeari buruz, Molac legearen helburua eskola publikoetan praktika horren garatzea bazen, Konstituzio Kontseiluaren erantzuna Seaska, Calandreta, La Bressola, Diwan eta ABCM-Zweisprachigkeit debekatu behar zirela izan zen. Marka diakritikoen artikulua helburua Fañch bezalako izenak baimentzea bazen, kontseiluaren erantzuna izan zen tileta eta bestelako markak ezin zirela erabili, euskal, bretoi edo edozein eskualdetako izen guztiak ilegalak zirelako.

Hizkuntzen gaiak gehiengo handi bat baduelarik Legebiltzarrean, Senatuan eta segur aski gizartearen, horrelako erabaki estremistak, kasik karikataturalak, ezin dira

aplikatu, eta horrela gertatuko zen. Maiatzaren 29an, karrikak bete ziren Baionan, Guingampen eta Frantziako eskualdeetako hainbat herritan, ezetz errateko erabaki horri.

Frantziar Konstituzio Kontseilua gorte gorena da eta nehorik ezin du helegiterik egin haren erabaki baten kontra, baina Emmanuel Macron lehendakariak, Facebooken iragarritako mezu batean, deklaratu zuen, hitz ederrez josirik, ez zuela murgiltzearen kontrako erabaki horren aplikatzeko xederik, eta gobernuari eta Legebiltzarrari eskatzen zela “azken 50 urte horietan bere probak egin dituen eredu pedagogia horren” babesteko manera bat atzeman zezaten. Legea ez berehala promulgatu egoera sortu zuen lehendakariak berak sua itzali nahi zuen.

Frantziako doktrinak paradoxa batean oinarrituak dira. Denek ikasi dute estatuko eskoletan frantses elebakarra izateak eskubideak bermatzen zituela, eta batzuek oraindik sinesten dute. Anitz ohartu dira, aldiz, ezin dela gizarte bat eraiki besteen eskubideak zapalduz.

### **Udako aitzinamenduak**

Udan, gobernuaren irtenbideen xerka ari zelarik bi diputaturen txosten baten egi-  
tea eskatuz, lurraldeetan salaketa aldarrikapen bilakatu da. Eta aldarrikapenetatik  
ekintzetara joan da. Teknikoki murgiltzea antikonstituzionala zelarik, eta ate guz-  
tiak hetsiak zituelarik, proiektu berriak sortu dira. Korsikan murgiltze sare berri  
bat sortu da –Scola Corsa– eta irailean bi eskola ireki dituzte. Ipar Euskal He-  
rriaren Seaskak ikastola berri bat sortu du, Xarnegu ikastola, eta hainbat auzapezek  
urratsak egin dituzte murgiltze sail berri batzuen irekitzeko eskola publikoetan.  
Batu dira beren nahikeria plazaratzeko eta argiki abisatzeko, edozein izan dadin  
gobernuaren erantzuna, sail horiek irekiko zituztela. Auzapezen prentsaurrekoaren  
bezperan, Hezkuntza Nazionala behartua izan da abisatzera, prentsa agiri baten  
bidez ez baitzuen zirkular, dekretu eta abisatzeko beste molderik baliatzen ahal,  
onartzen zituela irekitze horiek. Ez osoki galtzaile agertzeko, Larraineko eskola tti-  
piari mugak ezarri nahi izan dizkiote, baina ari dira oraindik aitzakiak xerkatzen  
oposizio hori justifikatzeko.

Antikonstituzionala izateak ez zituenez irekitzeak oztopatzen, gobernuak arautzeko  
manera bat aurkitu behar zuen. Murgiltzea debekatua bazen, “irakaskuntza elebi-  
duna murgiltze metodoaren bidez” baimentzea erabaki zezakeen. Hori zen gogoe-  
taren parte errazena. Arazoa zegoen aldiz sareen desberdintzean. Azken hamarka-

detan, Frantziak oreka bat atzeman zuen utziz Seaska eta Eskolim sareko beste eskolei nahi zen askatasuna antolaketan, baina mugatuz —ez bada debekatuz— eskola publikoetan. Gogoan atxiki behar da Ipar Euskal Herria Frantziako lurralde bakarra zela non murgiltzea baimendua zen eskola publikoan (beste eskualdeetan hizkuntza gutxituen erabilera mugatua zen % 80, % 70 edo % 50etan), eta eskola horietan modalitate hau haur hezkuntzari mugatua zela. Hots, 6 urtetik goiti eskola publikoko haur batek ezin zezakeen bere ikasgaien erdia baino gehiago euskaraz ikasi. Konstituzio Kontseiluak oreka hau hautsi zuen, zehaztu, argiki eta bi alditan, Seaskak eskola publikoko arau berberak bete behar zituela, eta ezin zitzaiola salbuespenik onartu. Gizarteak, hautetsiek, hizkuntz gutxituen erakunde publikoek, Frantziako eskualdeen elkarteak eta beste hainbatek, aldiz, erran zuten Seaskaren ereduaren degradaziorik ezin zela onartu.

Koadro berria finkatzen duen zirkularra 2021eko abenduaren 14an publiko egin da. Aurrerapauso handi bat da. Hauskorra eta ahula, legeen hierarkian zirkular bat maila apalenero testua baita, baina Konstituzio Kontseiluaren erabakia deuseztatzen duen zirkularra da. Murgiltzea baimendua da Frantzian, mugarik gabe, irakas-kuntzaren % 100 arte, sare publikoan, pribatuan, edo Seaskan haur hezkuntzan, lehen mailan eta bigarren mailan. Murgiltzetik harago doa ere testua, baliabide minimo batzuk aipatuz, hizkuntzen irakaskuntza ikasle guztietara zabaltzeko aukera aipatuz, azterketak hizkuntz gutxituetan egiten ahal direla segurtatuz.

### **Ondorioak**

Zirkularraren agerraldia fase baten bukaera da, sekuentzia luze bat molde baiko-rran bukatzen duena, baina ez du etorkizuna definitzen. Testua agertu orduko, Administrazioak ulertarazi du ez zituela hor idatzitako hainbat puntu aplikatuko. Bigarren mailetarako definituak diren baliabideak Diwani ukatu dizkio, hizkuntzen irakaskuntza lurralde bateko ikasle guztiei zabaltzeko desmartzak oztopatu ditu, eta azterketen gaiari buruz oposizio brutalak erakutsi du, brebetako zientzietako frogak ikasleek euskaraz egin zezaten ukatuz eta baxoari buruz hitzarmenez onartu zituen puntuei buruz ere gibel eginez. Eskola publikoetan murgiltzea haur hezkuntzatik at zabaltzeari buruz ez da oraindik mintzatu, baina denek badakite gaia pozoitua dagoela. Konstituzio Kontseiluaren erabakiak murgiltzearen defendatzaileak oztopatu ez zituen bezala, Administrazioa ez da bere ministerioak berak argitaratutako zirkular baten aplikatzerari behartua sentitzen, bakoitzak baititu dogma batzuk legea

baino garrantzitsuago ikusten dituenak. Seaskak azken berrogeita hamar urtean eraman dituen borrokan segitu beharko du, eta indar harreman handi bat eraman beharko da, oraindik luzaz, eskola publikoak hizkuntzen transmisioa segurtatu dezan.

Anartean, lege koadroa aldatu da. Murgiltzeari buruzko posizioak argitu dira, eskola publikoak zituen mugak hautsi dira, eta hainbat urrats ttipi legean sartu dira Molac legean zentsuratuak izan ez diren artikuluen bidez. Indar harremana aldatu da. Lehen aldiz frantsesaren supremazistek gutxiengoan zirela sentitu dute. Ez ditu horrek oztopatuko, gu gutxiengoan izateak luzaz oztopatu ez gaituen bezala, baina oreka berri bati buruz abian gara. Doinua aldatu da ere, eta aspaldiko partez hizkuntzaren irakaskuntzaren helburuak aipatu dira. Zirkularrean erranaldi xume bat sartu da, berria, zehazten duena irakaskuntza elebidunaren helburua ikasleen bi hizkuntzak maila berean mendera ditzaten izan behar dela. Gaur horretarik urrun gara. Agian erranaldi horren oroitarazteko aukerak izanen ditugu, eta gure hizkuntzak merezi dituen urratsak lortzen lagun dezakegu.

# Du contrat social linguistique en République

BERGÉ, Mathieu

Conseiller régional de Nouvelle-Aquitaine

L'expression Contrat social désigne une convention tacite et librement consentie entre les membres du corps social, entre les gouvernés et les gouvernants, entre l'individu et l'Etat. Cette convention permet aux hommes de coexister pacifiquement. Elle est le fondement de la vie du corps social en instaurant un état civil qui succède à l'état de nature.

Les théories du contrat social sont des réponses à la question de la justification de l'Etat. Elles permettent de donner au pouvoir politique une légitimité qui ne vient ni du droit divin ni de la loi du plus fort.

Ce concept apparu au 16<sup>ème</sup> siècle a inspiré des philosophes de la politique dont les plus emblématiques sont Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau.

À ce titre, depuis la révolution française, la République tâtonne entre oppression et accompagnement opportuniste aux langues régionales ou de France comme elle aime les nommer.

Le bricolage politico-institutionnel, issu de ces itérations, s'il a pu permettre des progrès parfois notables, mais hétérogènes en fonction des territoires, n'a jamais permis de construire une vision républicaine de nos langues, portée par un contrat social linguistique porteur de commun dans la diversité.

Cette absence de vision, de volontarisme politique, de doctrine républicaine nous a conduits à cette crise linguistique, politique et institutionnelle dont la loi Molac a été le révélateur.

Entre enjeu politique et enjeu citoyen l'initiative parlementaire inattendue a réveillé le nationalisme jacobin somnolant depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, révélant l'absence de credo républicain en matière de politique linguistique au 21<sup>ème</sup> siècle.

Une censure politique de la loi Molac :

Le vote de la proposition de loi portant le nom du député Molac fut un heureux événement législatif avorté par un « gouvernement » constitutionnel, rapidement dépassé par sa propre décision, révélatrice du bricolage étatique, déboussolé en matière de politique linguistique.

Un heureux événement législatif avorté par le « gouvernement » constitutionnel :

Objet Politique Non Identifié, la loi Molac a provoqué une réaction politique et constitutionnelle non contrôlée.

Une loi surprise :

La loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion apporte des mesures de protection et de promotion des langues régionales dans trois domaines : le patrimoine, l'enseignement et les services publics, venant sécuriser le contexte juridique de pratiques préexistantes.

Cette proposition de loi, donc d'initiative parlementaire et non gouvernementale adoptée en seconde lecture à l'Assemblée nationale par 247 voix pour, 76 contre et 19 abstentions, malgré les réticences du gouvernement et du groupe majoritaire LREM, s'est imposée au gouvernement comme aux groupes parlementaires des partis incapables d'obtenir une discipline de groupe, dans un domaine dans lequel les parlementaires se sont faits les relais des aspirations citoyennes face au vide idéologique gouvernemental et partisan en la matière.

Jour historique pour ses promoteurs, la proposition devenue loi, secoue un exécutif en état de stupéfaction.

Une censure surprenante :

Tant sur la forme de la saisine que sur le fond des délibérés le contrôle constitutionnel rajoute du désordre au désordre, marquant une fois de plus l'absence de doctrine étatique et républicaine en matière de politique linguistique.

Une saisine exceptionnelle.

Le Conseil constitutionnel peut être saisi par le président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou par 60 sénateurs ou 60 députés. Les lois étant votées par la majorité, la saisine du Conseil constitutionnel par plus de soixante députés de la majorité est rarissime.

Dans le cas précis, alors que le gouvernement n'avait pas souhaité ou osé saisir le Conseil constitutionnel, une initiative parlementaire pilotée par le cabinet du ministère de l'Éducation nationale a déposé un recours contre l'article 6 de la loi concernant l'établissement d'un forfait scolaire pour les écoles privées, associatives sous contrat, dispensant une scolarisation en langues régionales.

Cette saisine manifestement politique du Conseil constitutionnel restera également entachée par l'imbroglio autour des signataires souhaitant retirer leur soutien à une saisine finalement validée dans un contexte où le politique semble déjà s'imposer au droit.

Des délibérés de la censure.

Une fois saisi, le Conseil constitutionnel décide lui-même du périmètre de sa réponse : sur les articles sur lesquels il est interrogé ou davantage.

Alors que depuis cinq ans que Laurent Fabius préside l'institution le Conseil constitutionnel s'est souvent contenté de répondre uniquement à la question posée, la boîte de Pandore ouverte, les sages viennent non pas censurer la question du financement mais portent leur censure sur les signes diacritiques et l'enseignement immersif jusque-là tolérés par la loi et les textes réglementaires, provoquant un tremblement de terre politique incontrôlé et remettant en question un édifice fragile porté par les territoires, les offices publics et les représentants de l'État déconcentré depuis des années.

Le caractère politique de la saisine et de sa validation, la censure de l'enseignement immersif déjà opérationnel sur le territoire national marquent clairement la limite d'un système reposant sur du bricolage institutionnel, censuré par l'état d'un droit aux fondements idéologiques passés.

Le complexe de Monsieur Jourdain :

Comme le bourgeois gentilhomme qui faisait de la prose sans s'en rendre compte, l'appareil politique et étatique national faisait de la politique linguistique sans s'en

rendre compte, politique qu'il découvre en la censurant, appelant l'état de droit au secours d'un nationalisme jacobin politique et réactionnaire.

Une absence de doctrine étatique et républicaine :

En l'absence d'un corpus idéologique républicain en matière de langues régionales, de manière opportune l'appareil étatique dans sa forme déconcentrée a souvent su accompagner les aspirations citoyennes et les territoires les plus organisés en la matière.

Une politique à géométrie variable.

Inscription symbolique dans la Constitution, compétence partagée, offices publics, compétence linguistique déléguée, en l'absence d'ambition, de vision commune hexagonale, l'appareil étatique et partisan d'obédience nationale a délégué aux territoires la construction de politiques linguistiques à géométrie et efficacité variables au Pays Basque, en Corse, en Bretagne, en Occitanie, en Alsace, en Catalogne, etc...

Ce recours à la subsidiarité plébiscitée par les décentralisateurs aurait pu répondre à la demande sociale des territoires si et seulement si l'appareil d'Etat avait su adapter ses moyens financiers et son cadre juridique au développement de politiques linguistiques ambitieuses compatibles avec un contrat social républicain du 21<sup>ème</sup> siècle intégrant la pluralité linguistique, réalité historique de la République.

Un État bicéphale, parfois schizophrène.

En l'absence de ce corpus commun et face aux non-dits, non-écrits juridiques, l'Etat n'a su alternativement qu'empêcher ou faciliter les développements des politiques linguistiques en fonction des gouvernements, des territoires ou de ses représentants locaux.

En Pays Basque, de manière quasi permanente les services déconcentrés de l'Etat, en particulier du ministère de l'Intérieur (corps préfectoral) n'ont eu de cesse, tout en veillant à la légalité des mesures prises, d'interpréter de manière favorable les textes législatifs et réglementaires afin d'accompagner les négociations et politiques locales en faveur de l'euskara (la langue basque).

L'Etat central censeur et porteur d'une idéologie parfois désuète était dans les faits souvent compensé par un État déconcentré à l'écoute de la demande sociale et du consensus politique et institutionnel du territoire d'expression linguistique.



Schizophrène, déboussolé face au chaos provoqué par la loi Molac, le recours au contrôle constitutionnel a ravivé un nationalisme jacobin historique déconnecté des pratiques territoriales.

Le réveil du nationalisme jacobin :

Effrayé par un nationalisme linguistique fantasmé, la décision du Conseil constitutionnel s'inscrit dans un jacobinisme non moins nationaliste comme le décrit Carlton J. H. Hayes.

Un héritage de la révolution.

Ce nationalisme jacobin renvoie au rapport de Salut public sur les idiomes prononcé par le député Barère en 1794 : « Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton, l'émigration et la haine de la République parle allemand, la contre-révolution parle italien et le fanatisme parle basque. Cassons ces instruments de dommage et d'erreur ».

Une idéologie désuète.

Sans pour autant justifier le nationalisme jacobin de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, cette volonté d'imposer la langue française aux langues vernaculaires accompagnait l'idéal révolutionnaire déterminé à affaiblir l'influence de l'église et de ses clercs prêchant en langue régionale.

Si cette politique nous apparaît inadaptée dès le 18<sup>ème</sup> siècle, niant des droits linguistiques au moment même où l'on revendiquait doter le citoyen de nouveaux droits, le recours à ce corpus idéologique au 21<sup>ème</sup> siècle pour censurer la loi Molac semble d'autant plus passé, anachronique, liberticide, voire réactionnaire.

Affronter les défis sociétaux du 21<sup>ème</sup> siècle avec un corpus idéologique post-monarchiste et post-clérical daté de trois siècles est une faute politique qui affaiblit le contrat social et l'état de droit en manque de dépoussiérage idéologique et institutionnel.

Du contrat social en matière de politique linguistique

Le vote de la loi Molac, comme sa censure par le Conseil constitutionnel soulignent le décalage entre les aspirations sociétales désirables de plurilinguisme et de rénovation du contrat social en la matière et la rigidité de textes et d'interprétations plus ou moins « sages » inscrites dans le passé.

Le retour du bricolage linguistique et de l'espéranto institutionnel :

Face à l'ampleur de la crise provoquée, le gouvernement avait la possibilité de renouveler le corpus idéologique républicain et de dépolvériser les institutions, il semblerait que la voie choisie privilégie le retour à une politique négociée territoire par territoire, cachant sous le tapis constitutionnel les possibles anomalies relevées pendant la crise, renonçant à constitutionnaliser le plurilinguisme et invitant à l'utilisation d'un espéranto institutionnel aussi peu lisible que sécurisé pour les langues régionales.

De la concertation :

Face à l'émotion provoquée par la forme et le fond de la censure constitutionnelle, l'urgence politique a conduit le Premier ministre à créer une mission parlementaire pour amener une réponse dans l'urgence au chaos provoqué par des membres de sa propre majorité parlementaire et de son gouvernement.

Une démarche politique.

« Les langues régionales constituent une véritable richesse pour le patrimoine national » a affirmé le Premier ministre Jean Castex le 25 mai 2021 lors de sa prise de parole à l'Assemblée nationale, entérinant à cette occasion la création d'une mission parlementaire afin de « tirer toutes les conséquences » de la décision du Conseil constitutionnel.

Les députés pompiers Yannick Kerlogot (LREM) et Christophe Euzet (AGIR, ex LREM), sommés d'éteindre l'incendie allumé par leur propre camp en un temps record, se sont efforcés d'auditionner tous azimuts les offices publics, les réseaux d'enseignements immersifs, les associations de parents d'élèves, les institutions et parlementaires spécialistes, afin de calmer la révolte montant des territoires et afin de mettre à jour un logiciel d'État dépassé.

Le retour du bricolage institutionnel.

Rendu le 21 juillet 2021, le rapport parlementaire commandé excluant toute réforme constitutionnelle se limite à venir entériner le bricolage institutionnel des précédentes décennies, suggérant d'habiller sémantiquement l'enseignement immersif afin de sécuriser la scolarité des plus de 15000 enfants scolarisés en immersif dans les réseaux publics, privés confessionnels ou associatifs.

Le sénateur Max Brisson soulignait à cette occasion que « *les députés manifestent de la bonne intention pour sortir de l'impasse, les pistes qu'ils proposent sont intéressantes mais limitées... Leur objectif est de démontrer que ce qui se fait aujourd'hui est conforme aux limites imposées par le Conseil constitutionnel* ».

Faute d'un nouveau contrat social, les députés proposent la paix sociale aux langues.

À la circulaire :

La circulaire du 16 décembre 2021, bijou sémantique, sécurise l'édifice préexistant à la crise, affiche nombre d'ambitions sans pour autant répondre aux demandes portées par les offices et associations en termes de moyens.

Si l'enseignement immersif, intensif retrouve grâce aux yeux de la circulaire, aucune réponse n'est clairement amenée sur la continuité pédagogique dans le secondaire aux expériences immersives dans le public, ne permettant pas d'assurer un bilinguisme réel et une approche de filière identique à celle des sections internationales.

Les questions de composition en langues régionales, ainsi que la reconnaissance de la spécificité de la filière sur le document du baccalauréat restent encore à traiter.

Contrat social et « officialisation » :

La justification de l'État au travers du contrat social devrait aujourd'hui animer la réflexion politique de nos gouvernants et des appareils partisans, qui hélas préfèrent souvent, par paresse intellectuelle et « protagonisme » politique agiter l'épouvantail d'un séparatisme, à la construction d'un nouveau pacte républicain du 21<sup>ème</sup> siècle intégrant les langues régionales dans le désir de vivre ensemble.

Les enjeux de l'officialisation :

Même si le terme a rarement été utilisé pendant la crise, la loi Molac a clairement posé la question de l'officialisation des langues régionales, question à laquelle peuvent être apportées des réponses pragmatiques et/ou idéologiques.

Une officialisation pragmatique.

La loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion venait sécuriser le contexte juridique de pratiques préexistantes en matière de patrimoine, d'enseignement et de services publics. En cela elle officialisait de manière pragmatique nombre d'usages et politiques publiques portées collectivement par l'État et les collectivités territoriales dans les territoires.

Après l'inscription symbolique des langues régionales dans la Constitution en 2008 au titre du patrimoine de la France, la loi Molac s'imposait avant sa censure comme le possible acte fondateur du futur corpus légal et potentiellement constitutionnel de reconnaissance et d'officialisation des langues régionales dans la République.

Une (non)officialisation idéologique.

La question de l'officialisation des langues régionales dans la République se perd dans l'affrontement des nationalismes jacobins et locaux les plus radicaux trop occupés à s'affronter et à vouloir construire de l'animosité afin d'animer leurs opinions publiques et générer des peurs réciproques.

Afin de sortir de la peur, il s'agit donc de construire du commun, un pacte social autour de nos langues, non pas importé d'une histoire qui n'est pas la nôtre, mais bâti sur notre vécu depuis trois siècles, avec ses fautes historiques, ses discriminations, mais aussi ses politiques publiques des dernières décennies qui ont élaboré le chemin du vivre ensemble avec plusieurs langues dans nos bouches.

Un enjeu constitutionnel et législatif, mais aussi local.

L'objectif de la politique linguistique de produire des locuteurs complets dépasse largement le champ de l'enseignement autour duquel se sont concentrées les tensions ces dernières années. Face au contexte diglossique qui fragilise nos langues enseignées, mais pas toujours parlées, l'édifice législatif avec les politiques publiques locales doivent sécuriser et renforcer leurs moyens afin de sécuriser le devenir de nos langues.

La langue commune de la République est le français.

L'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958 affirme que « la langue de la

République est le français ». Il suffirait probablement dans un premier temps d'affirmer dans la Constitution que « la langue commune de la République est le français » pour permettre au législateur de construire sereinement et progressivement un corpus juridique et idéologique porteur de commun dans la réalité de la diversité de notre histoire ; pour répondre à la demande sociale et accompagner un plurilinguisme apaisé dans notre République du 21<sup>ème</sup> siècle.

Le basque est la langue partagée des collectivités territoriales.

La compétence en matière de politique linguistique, aujourd'hui partagée entre l'État et tous les niveaux des collectivités territoriales, pourrait demain également épouser la notion de différenciation et inviter les collectivités territoriales à prendre davantage de responsabilités en la matière.

En attendant de possibles avancées dans le domaine, nous ne pouvons que continuer à inviter nos collectivités à côté des offices publics dont elles sont membres, à renforcer leurs politiques en faveur de nos langues territoriales dans le cadre de l'exercice de leurs propres compétences comme la loi le permet déjà, ne nécessitant en cela ni nouvelle loi, ni nouvelle Constitution, mais juste des arbitrages budgétaires, pas toujours accomplis...

# Commentaires sur la décision du Conseil constitutionnel du 21 mai 2021 concernant l'enseignement par immersion des langues historiques de France

JAVALOYÈS, Sergi

Ecrivain, ancien coprésident de la Confédération occitane des établissements laïcs Calandreta.

Au point 16 de sa décision du 21 mai 2021 le Conseil indique que : « En vertu des dispositions de l'article II de la Constitution, l'usage du français s'impose aux personnes morales de droit public et aux personnes de droit privé dans l'exercice d'une mission de service public ».

Ce commentaire ne s'applique que pour ceux -les établissements scolaires et le corps enseignant concernés- dont « la mission de service public » spécifique est l'enseignement d'une langue autre que le français. L'usage de l'anglais s'impose aux professeurs d'anglais, celui de l'occitan aux professeurs d'occitan, celui du basque, du breton, du catalan, du corse ou de l'alsacien, à l'identique.

Ce point 16 continue ainsi : « Les particuliers ne peuvent se prévaloir, dans leurs relations avec les administrations et les services publics, d'un droit à l'usage d'une langue autre que le français, ni être contraints à un tel usage ».

Dans l'enseignement dit immersif des langues dites régionales, tel que pratiqué en France, nul particulier ne se prévaut « d'un droit à l'usage d'une langue autre que le français. », comme il se pratique dans les réseaux associatifs proposant aux particuliers une méthode d'apprentissage de la langue régionale au côté du

français avec comme objectif un bilinguisme effectif à la fin du cursus scolaire. Ces réseaux ont créé ainsi des établissements d'enseignement qui utilisent cette méthode d'enseignement. Il s'agit d'une proposition, d'une offre, à laquelle chacun est libre d'adhérer et de participer. Il ne s'agit en aucun cas d'une pétition de droit d'usage d'une autre langue et encore moins de contrainte.

Le point 18 indique que : « Si pour concourir à la protection et à la promotion des langues régionales, leur enseignement peut être prévu dans les établissements qui assurent le service public de l'enseignement ou sont associés à celui-ci, c'est à la condition de respecter les exigences précitées de l'article 2 de la Constitution ».

Il apparaît clairement que les exigences de l'article 2 de la Constitution, comme rappelées par le Conseil constitutionnel, au point 16, ne s'appliquent pas à l'immersion pour les langues régionales telle que pratiquée en France. Il y a là comme une surinterprétation de l'article qui viendrait « censurer » une pratique qui n'a jamais existé dans les écoles immersives.

Au point 19, il est dit : « Or, il résulte notamment des travaux préparatoires de la loi déferée que l'enseignement immersif d'une langue régionale est une méthode qui ne se borne pas à enseigner cette langue mais consiste à l'utiliser comme langue principale d'enseignement et comme langue de communication au sein de l'établissement ».

Ainsi donc, il faut « se borner à enseigner » les langues régionales. Ceci appelle des remarques. Tout d'abord sur la nature des matières enseignées et exige, ensuite, des précisions d'ordre pédagogique. Il est, en effet, des matières qu'il suffit d'enseigner car leur objet est un savoir à acquérir. Ainsi l'histoire, la géographie, la mythologie, la biologie et même la littérature, relèvent de cette méthode pédagogique. Il en est d'autres où l'enseignement ne vaut rien s'il n'y a pas de mise en action, en pratique. Ce sont des matières à pratiquer où l'acquisition ne se réalise que dans l'action : musique, dessin, sport, langue et même les mathématiques où il s'agit toujours de solutionner des problèmes et non de réciter des principes.

On ne peut donc pas « se borner à enseigner » une langue, il faut la pratiquer activement. En effet enseigner une langue ne vaut rien sans ce qui est essentiel, la pratiquer. Quelques exemples illustratifs : peut-on apprendre à nager si on reste sur le bord de la piscine en enseignant les différentes manières de nager ? Idem pour un instrument de musique. C'est encore plus le cas d'une langue. C'est d'ai-

lleurs pour cette raison que les familles aisées ont envoyé et envoient encore leurs enfants –collégiens, lycéens et étudiants– à l'étranger pour qu'ils soient immergés dans la langue qu'ils seront dans l'obligation de pratiquer.

Tout ce qui est de la pédagogie des langues dans le monde conclut à la nécessité de l'immersion, à la nécessité d'un exercice intensif pour mettre en œuvre le mécanisme de l'oralité fluide. Le Conseil constitutionnel n'a pas jugé juridiquement l'immersion. Bien au contraire, il l'a sanctionnée politiquement au nom de ce vieux nationalisme franco-français qui n'a jamais cessé hélas de sévir.



# Point de vue de l'Office public de la langue bretonne

ROUÉ, Visant  
Directeur du pôle Etude et développement  
de l'Office public de la langue bretonne

L'Office public de la langue bretonne (OPLB) est l'outil public dont se sont dotés l'Etat, les collectivités régionales et départementales pour assurer la promotion et le développement de la langue dans le cadre du bilinguisme. L'établissement public intervient aussi bien sur le corpus que sur le statut de la langue. En ce sens, la loi votée le 8 avril 2021 a des conséquences importantes dans les domaines d'intervention de l'OPLB, chacun sachant que la loi promulguée le 21 mai a vu un certain nombre de ses dispositions censurées.

La loi relative à la protection et la promotion du patrimoine des langues dites régionales apporte plusieurs avancées pour la langue bretonne. Tout d'abord, concernant la connaissance de la langue, elle offre des perspectives très importantes. En effet, selon l'enquête sociolinguistique de 2018, il y a environ 210.000 locuteurs actifs de breton de plus de 15 ans auxquels il convient d'ajouter les élèves scolarisés en filière bilingue, soit au total environ 225.000 brittophones. Or, la connaissance de la langue parmi les jeunes générations est faible puisqu'elle n'est que de 1 % parmi les 15-24 ans. Par ailleurs, les données de l'enseignement nous indiquent que 3,4 % des élèves du 1<sup>er</sup> degré sont scolarisés en filière bilingue.

Ce taux est à rapporter à l'offre bilingue : 9,6 % des établissements du 1<sup>er</sup> degré sont dotés d'une filière bilingue. Ainsi, lorsque l'offre est proposée, elle concerne environ 35 % des effectifs d'une école. L'enjeu est que la Bretagne compte plus de

2400 établissements de 1<sup>er</sup> degré. Or, malgré un rythme d'ouverture plus important dans le bilingue depuis la création de l'OPLB et la signature de la convention Etat-Région (63 nouveaux sites publics ont ouvert dans le 1<sup>er</sup> degré ces 6 dernières années, soit autant que dans les 16 années précédentes), un grand nombre de jeunes Bretons et de jeunes Bretonnes n'ont aucune connaissance de la langue, faute d'offre. En effet, en dehors de l'offre bilingue, il existe certes un enseignement de la langue dans le 2<sup>nd</sup> degré mais il a été très fortement malmené depuis la réforme du collège en 2015 et la réforme du lycée de 2019. Le nombre de collégiens en option breton est passé suite à la réforme de 4844 à 3170 et le nombre d'élèves de terminale générale apprenant le breton en Langue Vivante n'est plus que de 18. Ainsi, l'objectif de généralisation de l'enseignement de la langue dans le 1<sup>er</sup> et dans le 2<sup>nd</sup> degré, posé par l'article 7 de la loi promulguée, est très important pour, si ce n'est former des locuteurs complets, au moins diffuser une connaissance de la langue de façon beaucoup plus large. Il reste à déterminer les modalités de cette programmation car en Bretagne, pour ce qui concerne l'enseignement public, 94 % des lycées sont sans offre, tout comme 85 % des collèges. Dans le 1<sup>er</sup> degré, seules 65 écoles du Finistère bénéficient d'un dispositif mettant des intervenants extérieurs à leur disposition pour des séances d'une heure par semaine. Ce déploiement est donc à programmer, à phaser et la nouvelle convention Etat-Région Bretagne devra être l'outil permettant ce déploiement.

La loi apporte également des éléments de sécurisation juridique très importants pour la bilinguisation de l'espace public. En Bretagne, comme ailleurs, l'espace public monolingue du début des années 80 s'est profondément modifié par le biais des lois de décentralisation notamment. Aujourd'hui, au-delà des panneaux d'entrée et sortie d'agglomération, le bilinguisme concerne les signalisations directionnelles départementales et communales mais aussi d'autres supports, comme les plaques de rues ou les panneaux de police. Prévues dans la convention Etat-Région 2015-2020, la signalisation des voies nationales est en cours de bilinguisation également. Or, si ces décisions n'étaient pas illégales, elles ne s'appuyaient sur aucun cadre juridique autre que le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui a aussi ses limites, notamment lorsqu'on parle des routes dépendant de l'Etat bien évidemment. Il était grand temps d'apporter une reconnaissance juridique à ces pratiques largement développées sur le terrain.

# Molac legeaz

SARRAILLET, Jakes  
Bordeleko Akademiaren euskara ikuskaria  
Euskaltzain urgazlea

Erran dezagun lehenik, hautsak hainbeste harrotu dituen 2021eko maiatzaren 23ko Molac legeak, bere edukiaz gain, alderdi sinboliko azkarra duela, dudarik gabe: Frantziako legebiltzarreko diputatuen % 76,5ek legearen alde bozkatu dute, hots, gehiengo handiz, eta azpimarragarria da, bide beretik, diputatuen bi herenak hor zirela (323 bozkatu dutenak, 247 alde), lege horri sona gehiago emanez.

## **A) Ohartzen gara lurraldeetako hizkuntzen hezkuntz araudizko garapena jarraikia dela, nahiz aitzinatzearen prozesua oso luzea eta mantsoa den**

Oso luzea, zeren *Deixonne* legea, lurraldeetako hizkuntzen irakaspen estentsiboa baimentzen zuena 1951n bozkaturik izan baitzen, 70 urte... Denbora tarte horretan, argia da, ukaezina da, hizkuntza hauen egoera soziolinguistikoa anitz kaxkartu dela eta hiztunen kopuruak eta ehunekoak amildu direla, batzuk ezarriz kasik itzuli ezineko egoera batean. Hau ez baldin bada arras euskararen kasua, hala ere familia transmisioa segurtatzen zuen gizarte tradizionalaren desagertzea, gazteen emigratio azkarrak, herrialdearen turistifikazio masiboak, beste nonbaiteko jende oldeak eta eraketa politiko propio ezak egoera oso zail batean ezartzen dute. Oroitu bestalde, bi legeen artean (Molac-Deixonne), 50 bat lege proiektu bazterturik gelditu direla. Horrek ongi erakusten du Errepublikak axola guti duela Ondare Nazional izendatuak izan diren gure hizkuntzez. Molac legea V. Errepublika garaian bozkaturik izan den lehen legea da, lurraldeetako hizkuntzen defentsa eta irakaskuntza bultzatzen dituenak.

Hala ere, dena ez da beltz eta geldirik. Hona ondotik zerrendaturik azken berrogei urteetan eman diren urratsak:

**Publikoko lehen parekotasuneko gela elebiduna irekitzea 1982an Saran.** (*Savary* zirkularra). Ordura arte, lehen maila publikoan euskara kurtsoak ematen ziren molde estentsiboan, erran nahi baita errient euskaldun batzuk eskolaz eskola ibiltzen zirela klase batzuetan, astean 3 oren euskara klase emateko. Irakasle hauek 20 bat izatera heldu ziren Iparralde guzian.

Molde berean, bigarren mailan, beste gai batzuetako irakasle euskaldun zenbait euskara klaseak ematen zituzten, kolegioan. Lizeoan berdin eta ikasleek parada zuten euskara ahozko azterketa bat pasatzeko baxoan, hautuzko gai gisan, puntu batzuk irabazteko.

**1993an euskara Capes-a.** Bretoiera eta okzitanieraren ondotik, bigarren mailako euskara irakasle izateko konkurtsoa sortu zuten (capes publikoan/cafef pribatuan) eta bide beretik lehen euskara postuak ere bai. Horrek alde batetik ofizialdu zuen euskararen irakaskuntza (irakasle gorputz berezi bat sortuz) eta ongi garatzen ari zen lehen mailako sare elebidunari segida eman zitzaion bigarren mailan; kolegioan lehenik eta lizeoan ondotik, molde naturalean. Euskara kurtsoez gain, irakasle hauek historia eta geografia ere euskaraz irakasten zituzten (eta dituzte oraino). Gaur egun, 75 bat euskara irakasle dira, bigarren mailako sare publikoan eta pribatuatan.

**1994an Bayrou-ren zirkularra,** parekotasun elebidun irakaskuntzaren lehen arauak finkatu zituena. Lurraldeetako hizkuntzen irakaskuntzan askotan gertatzen den bezala, arautzea praktikaren ondotik heldu zen baina hala ere, abantailak izan ziren egin-molde batzuk «legeztatzen» (Hezkuntza Nazionalaren arautegian idatziz) baitzituena eta ordutegi batzuk ere finkatzen.

**2002an CRPE berezia.** Hau izan zen, gure ustez, une azkar eta aurrerapauso oso esanguratsua, kasik iraultza bat. Izan ere, 60ko hamarkadatik, lehen mailan euskara edota euskaraz irakasten zuten publikoko irakasleak, irakasle «arruntak» ziren, euskarazko gaitasunak eta borondate ona zituztenak baina elebidun irakaskuntzan formakuntza berezirik jaso ez zutenak. Beharrak estaltzeko, lehenik Euskal Herrian bertan zirenak (ibilkariak) gero Frantzia barna barreiatuak ziren errient euskaldun nahiant guziak hartzen zituzten. Baina harrobia agortu zen eta beharrak gero eta handiagoak ziren. Une azkar eta aurrerapauso oso esanguratsua izan zela diogu zeren konkurtso berezi honen bidez euskarak bere lekua ofizialki hartzen baitzuen, hainbeste urtez, hainbeste belaunaldiz, haren kontra borrokatu zuen Errepublikaren instituzio sakratuan, eskolan. 2020ko eskola sartzean 161 postu ziren publikoan (389 irakasle elebidun denetara, pribatuarekin). Erran gabe doa hori ez dela erresistentziarik gabe gertatu.

**2019an euskara agregazioa.** 26 urtez, bigarren mailako euskara irakasleak egon dira, beste edozein diziplinatako irakasleek ukan dezaketen aurrerapen profesionaletik at; zertifikatuak bai, agregatuak ez! Irakasleen goi mailako esparrutik kanpo, euskara irakasleak izateagatik bakarrik. Bidegabekeria hau azkenik ezabatua izan da.

**2021ean Molac legea.** Legearen xehetasunetan sartu gabe, haren atal batek berebiziko garrantzia zuen, murgiltze sistemaren legeztatzea. Jakin behar da parekotasun elebidun sistemaren ahultasunaren aurrean (diglosia egoera gogor batean dagoen hizkuntza ez-latino batean gaitasun osoa lortzeko zailtasunak), bazirela hamar bat urte sail publikoan murgiltzea erabiltzen hasiak zirela ama eskolako gela batzuetan (denboraren % 75 edo % 100 euskaraz), Institutuzioak molde «esperimentalean» doi-doia onarturik. Eskaera sozial gero eta handiago horren aitzinean, Hezkuntza Nazionalaren uzkurutasunak eta irakasle sindikatu batzuen aurkakotasunak krisi bat eragin zuten, 2020ko eskola sartzean: hiriburuko eskola batean murgiltzea irekitzearen debekua. Tirabira gogor batzuen ondotik konpondu zen, baina argi gelditu zen ezin zela hola segitu, zerbait egin behar zela. Horregatik da, besteak beste, hain garrantzitsua Molac legea. Ahantzi gabe, bistan da, publikorako debeku hark arriskuan ezartzen zituela ikastola guzien eta eskola giristino anitzen murgiltze gelak.

Ikusi dugun bezala, bi lege hauen artean (Deixonne / Molac), lurraldeetako hizkuntzen irakaskuntza egituratzeko erabakiak hartuak izan dira. Hala ere, anitz gelditzen da egiteko, hala nola, besteak beste:

- Hezkuntza Nazionalaren datu bankuek ez dute oraino elebidun irakaskuntza ezagutzen (LVB edo LVC da euskara, beste edozein hizkuntza bezala).
- Brevet eta baxoko azterketetan, euskaraz ikasitako gai guziak ezin dira euskaraz pasatu.
- Bi diploma hauek ez dute elebidun irakaskuntza ezagutzen.
- Bigarren mailan, euskara ikuskaritza posturik ez da (75 irakasle izanik ere).
- Kolegio eta lizeo publikoetan parekotasun elebitasuna nekez hedatzen da.

**B) Distortsio handia lurraldeetako errealitatearen eta diskurtso ofizialaren artean; Pariseko eliteek ez dute herria ezagutzen**

Lurraldeetako hizkuntzen kontrako diskurtsoan, aniztan entzuten da haien garapenak lanjerean ezar lezakeela frantses hizkuntza, baina egiazki galbidean dena

euskara da (besteak are gehiago), ez frantsesa, ezta Errepublika ere. Zenbakiak argi erakusten digute: Frantzia guzian 15 000 ikasle elebidun sailean alde batetik, eta 12 000 000 ikasle frantses hutsean ikasten dutenak, bestetik; % 0,12, beraz.

Uste dugu egiazko «eskizofrenia» instituzionala dela lurraldeetako hizkuntzei buruz, eta adibide ezinago argia da Konstituzio Kontseiluaren erabakia, bere eraginkortasuna frogatu duen murgiltze sistema edo keinu diakritikoak debekatuz. Hirugarren Errepublikaren garaiko pentsamoldeek zorigaitzez bizirik diraute, kontuan hartu gabe aro berri batean sartuak garela aspalditik eta gizartea errotik aldatua dela.

Jean Castex lehen ministroak eskaturik, Kergolet/Euzet diputatuen txostenak erraten du, besteak beste, elebidun sailean ari diren ikasleen frantses hizkuntzaren kompetentziak ebaluatu behar direla. Aspalditik egiten da! Eta mundu guziak badaki elebidun irakaskuntza ez balitz eraginkorra eta emankorra izan alor guzietan, aspaldidanik baztertua izanen zela. Baina alderantziz gertatzen da eta gure egunerokoa, behin eta berriz errepikatzen digute ikasle elebidunek, orokorrean, maila hobea dutela ikasle elebarrak baino, hori gai guzietan, baita frantsesean ere!

Ez dezagun ahantz euskara diglosia egoera oso latz batean aurkitzen dela, gure haurrek, nahi gabe ere, frantsesa ikasten dutela, eta berriz diogu, nonbait hizkuntza bat arriskutan baldin bada euskara da.

Konstituzio Kontseiluak gizartearen eboluzioaren kontra doazen erdeinuzko erabakiak hartu ditu, bere gotorlekutik. Euskal Herrian, gizarteak elebidun irakaskuntza nahi du eraginkorragoa delako, are gehiago murgiltzea. Eskaera sozial handia bada, ez dena gutitzen ari.

Hala ere, dena ez da beltz eta ilun, eta bereziki azpimarratu behar da bertako mundu politiko ia osoa euskararen alde jartzen dela. Gaur egun oso normala dirudiena ez zen batere hala orain dela ez hainbeste denbora. Euskararen sustengu bakarrak talde politiko abertzaleak ziren, estatu mailakoek kasu hoberenean isilik egoten ziren, adibidez prefet batek ikastola bat debekatzen zuenean. Euskal Herriko egoera politiko orokorra aldatu da eta azpimarratuko genuke arrazoietarik bat dela Iparraldean indar abertzaleek ezagutu duten gorakada nabarmena.

2004an sortu zen Euskararen Erakunde Publikoa unanimitate horren fruitua da.

Perspektibak: «Etxea eraikitzen segitu»

Etorkizunerako urratsak lau ardatzen inguruan ikusten ditugu:

**Mobilizatzen segitu:** joan den ekaineko Baionako manifestaldiak argi erakutsi duen bezala, Euskal Herriko populazioa eta mugimendu herrikoiak izan dira eta izanen dira geroan ere aitzinamenduen gakoetako bat.

Anitzetan errepikatzen diguten bezala, euskararen gaia gai «politikoa eta delikatu» omen da. Horrek eramaten gaitu berriz ere aldarrikatzerara bertako klase politikoak bere gain hartu behar dituela ondoko hiru puntuak: **Lurraldeetako hizkuntzen karta** berretsi, **Konstituzioa** aldatu eta euskararen **Ofizialtasuna** lortu. Helburu potoloak dira, dudarik gabe, baina baitezpadakoak nahi badugu eskolaz haratago gure hizkuntzak bere lurraldean zor zaion lekua har dezan. Molac legea onartzea posible izan bada, zergatik ez helburu hauek? Izan ere, Euskararen Erakunde Publikoak egiten duen lan balios eta beharrezkoa lorpen eskasekoa geldituko da legearen babes handiagoa eskuratzen ez duen bitartean.

# Euskal hezkuntza nazionalaren alde

BIDEGAIN, Eneko  
Mondragon Unibertsitateko irakaslea  
Euskaltzain urgazlea

Molac legea aipatu zenean, gertakari “historiko” gisa aurkeztu zuten hainbatek. Frantziaren menpe dauden hizkuntza gutxituentzat sekulako aitzinamendua izanen bide zen. Frantziako Asanblea Nazionalak legea aurrera atera izana baino harrigarriagoak ziren, ordea, onarpen hark eragin zituen garaipen ospakizunak. Ez zen denboran biziki urrun joate beharrik jakiteko Frantziako Legebiltzarrean hizkuntza gutxituen alde hartu izan diren erabaki bakarrak laster baliogabetzen dituela Frantziako Konstituzio Kontseiluak.

Bat-batean, murgiltze eredia salbatua zelakoan bozkariatzetik mehatxatua dela salatzeri igaro ziren. “Gerla deklarazio” bat dela salatu zuten. Hastapeneko euforia eta ondorengo alarma, biak ziren neurritz kanpokoak. Frantziaren jokoak aspaldikoa da eta ez da aldatzen: hizkuntza gutxituei ez die emanen salbatzeko eta osasun onean egoteko behar duten neurririk; baina ezta hiltzeko behar duten azken piku-rik ere. Frantziak ez ditu bere menpeko hizkuntzak hilen; hiltzen utziko ditu. Zainketa paliatiboak emanen dizkie, nahi duenak sinesteko gisan zerbait egiten ari dela hizkuntza horien alde.

## **Hizkuntzak izaki biologikoak balira bezala**

2022ko otsailaren 16an hil zen yagan hizkuntza mintzo zuen azken herritarra, Cristina Calderon, 93 urteko emaztea. Hizkuntza hori Txileko hegoaldeko muturrean mintzo zen. Txileko telebista kate bateko bideoan ageri da zer ohoreak egin zizkieten agintariak: kultura ondarearen galeraren penaren erakusleho izan zen. Hiru minututik gorako erreportajea ez da entzuten yagan hizkuntzako hitzik. Artxi-boko irudietan, Cristina Calderoni egindako elkarrizketa batzuetako zatiak ageri



dira, baina yagan hizkuntzako azken hitzuna izateagatik goraiatu zuten emakume hori espainolez ari da. Yagan hizkuntza grabatuta badago ere, ez dute ikusleei hizkuntza hura entzunarazteko funtsik ere hartu.

Frantziako agintariak eta hedabideek nola jokatuko lukete okzitanierazko edo korsikerazko azken hitzuna hiltzen denean? Dударik gabe, Txilekoen antzera: hitun horrek ohore anitz izanen luke, galdu denaren atsekabea erakutsiko lukete. Minutu bat iraunen lukeen pena. Itxurakeria. Nehor gutiri inporta zaio yagan hizkuntza desagertzea; eta Frantziari bost axola litzaioke bere menpe dituen hizkuntzak hizkuntza galduen zerrendara pasatzea.

Izaki biologikoak ez dira hilezkorrak; Cristina Calderon bezala. Amatxi zahar bat hiltzen denean, itxurazko penak adierazten dira, esker mezuak zabaltzen dira, hark egindakoa omentzen da... Baina denek badakite ehun urtera hurbildu dena ez dela luzaz egonen mundu honetan. Nehork ez du pentsatzen “zer pena, beste ehun urtez ez bizi izana!”.

Frantziak izaki biologiko baten pare ikusten ditu euskara eta gainerako hizkuntzak. Traba egiten zion bitartean, lekua hartu nahi zion bitartean, harrapari arriskutsu baten gisan oldartu zitzaion euskarari. Harrapakina ahuldu ahala, taktikak aldatu ditu. Orain, euskarak ez dio trabarik egiten; are gutxiago bretoierak, okzitanierak eta beste hizkuntzek. Baina oraino ere izaki biologiko baten gisan ikusten ditu: denborak -adinak?- hilen dituen hizkuntza gisa.

Euskara hain goraki laudatu zuen Victor Hugok berak ere antzekoa uste zuen. *En Voyages* liburuaren bigarren tomoan, euskara aberri bat, “ia erlijio bat”, dela dio, eta euskaldunek aipu hori azpimarratu eta goraiatzen dute. Haatik, horren ondoko paragrafoak beste kutsurik du: “Hain segur, batasun baskongada hori ahulduko da eta desagertuko. Estatu handiek jakin behar dute txikiak irensten; historiaren eta naturaren legea da”.

Hots, Frantziak eta frantsesek, euskara maitatu ala hastiatu, hizkuntza hilkorra dela uste dute; ez dute indarririk eginen hori hala izan ez dadin. Oldarkorrenek hiltzen lagunduko dute, irekienek eskutik helduko diote, bakean hil dadin; azken hatsa ematen ari den amatxiri bezala.

### **Hizkuntza gutxituen arteko elkartasunetik ezinezko estrategietara**

Hori horrela izanik, euskararen salbazioa ekarri duten neurriak ez dira Frantziako

botereguneetako aretoetatik etorriko. Hara begira igarotzen den denbora esperantza faltsuak elikatzen galtzen da. Azken finean, itzuli-mitzuli, 2021eko abenduko zirkular baten bidez itxi zen auzia: gisa horretan, murgiltze ereduarekin jarraitzeko aukera izanen dute orain arteko ikastetxeek, baina ez da anitzez gehiago egin ahal izanen.

Orain, beste aldi batzuetan egin izan den bezala, Frantziako Konstituzioaren aldaketari begira jarri dira Molac legearen alde egin zutenak. Euskal Herri kontinentalean ere entzun dira konstituzio hori aldatzeko eskaerak, baina ez beharbada beste zenbait herri gutxitutan bezainbat. Baina Korsikan baino gehiago.

Azalpen logikoa du horrek. Konstituzio Kontseiluan errekurtsioa jarri zutenean, Corsica Libera mugimendu politikoak garbi adierazi zuen hasieratik ez zuela itxaropen handirik Molac legearen baitan, eta, beraz, ez zela harritu auzia Konstituzio Kontseilura igortzearekin. Eta horrela idatzi zuen: “Sail honetan, beste hainbatean bezala, aterabidea ez daiteke gure baitatik baizik etor. Gure etorkizuna eraiki dezagun, gure herria eraiki dezagun. [...] Korsikeraren xedea ez da eskualde hizkuntza minoritario bat izatea, baizik eta herri aske eta independente bateko hizkuntza nazionala”.

Azken urteetan, Frantziaren menpeko hizkuntza gutxituen alde Frantziako Legebiltzarrera eta Gobernura begira egin diren mobilizazioak edo lege proiektuak askapen nazionalerako mugimendurik ez duten edo mugimendu biziki ahula duten herrietatik bultzatu dira. Frantziaren menpeko hizkuntza gutxituak Frantziaren ondare gisa aitortzeko eta laguntzeko ahalegin hori egiten dutenek adierazten dutena da beren herria Frantziako eskualde gisa ikusten dutela, eta beren hizkuntza Frantziako eskualde hizkuntza gisa. Ez gehiago.

Frantzia jakobino eta jakobinotasunean trinko horren aitzinean, hizkuntza gutxitu guztiek batuta indar bat izan dezaketelako ustearekin, zenbait mugimendu batera egitea pentsatu zuten. Batasun horrek indar harremana ez du anitz aldatu, ordea. Euskaldunak Parisera begira jarri ditu, korsikarrek bezain ongi dakitelarik handik ez dela deus onik etorriko.

Nahiz eta hizkuntza gutxituen arteko elkartasuna ezinbestekoa den, hizkuntza-aren defentsarako estrategiak eta ekintzak nekez diseinatu daitezke elkarrekin, herri bakoitzak Frantziarekin duen lotura ez baita bera eta hizkuntza bakoitzaren egoera ez baita berdina. Elkarrekin, hizkuntzari eta kulturari buruzko ikerketa, soziali-

zazio eta aldarrikapen anitz egin daitezke. Bakoitzaren esperientziak besteentzat ere aberasgarriak dira. Baina arlo politikora jauzi egitea labainkorragoa da: herri batentzat maila apalegiko erronkak direnak beste batentzat handiegiak izan litezke.

Molac legeak Euskal Herria Parisera begira jarri du, berriz ere. Baina euskararen beharrak ez ditu Parisek aseko; eta, are gehiago, Molac legean zegoen botika ez da egokiena euskararen gaitza epe luzean sendatzeko.

### **Aterabidea Euskal Herrian, ez Parisen**

Pertsona oroaren osasun mentala (eta fisikoa) norbere askatasunean dago. Norberak bere baitatik atera behar du indarra, ezin du beste baten menpe egon: ez ekonomikoki, ez emozionalki, ez materialki... Gauza bera da euskararentzat eta Euskal Herriarentzat: mehatxuak mehatxu eta zailtasunak zailtasun, herriaren indarrean aurkitu behar du aterabidea.

Euskara Euskal Herri kontinentalean ahula eta mehatxatua bada ere, egoera anitzez makurragoa zatekeen Euskal Herri penintsularrik ez balitz. Euskal Herriko biztanleen % 90 bizi da Pirinioetatik eta Bidasotik hegoaldera; beraz, kuantitatiboki, euskal komunitate handiago baten parte dira Lapurdi, Nafarroa Behere eta Zuberoako euskaldunak, eta horrek indar bat ematen du. Frantziak euskara lo-belarrarekin anesthesiatu nahi izan duen bezala, Espainiak makilakadaz egin dio eraso, eta horrek erresistentzia piztu zuen; eta erresistentzia horrek Ipar Euskal Herrian ere izan zuen eragina. Euskararen garapenerako baitezpadakoak diren tresna anitz hedadura eta indar horri esker izan dira: kulturaren garapena, argitalpenak, akademia, euskara batua, irakaskuntza, hedabideak, euskalgintzaren antolaketa eta abar. Euskal Herri kontinentalean euskarak eta euskalgintzak duten indarra zazpi probintzietako Euskal Herriaren ikuspegiari eta elkartasunari zor zaio, eta horri bakarrik. Parisek ez du deus eman, eta eman dituen porroskak herriaren antolaketa eta indar horren ondorioz baizik ez ditu eman.

Baina gaur egun Euskal Autonomia Erkidegoan ageri diren joera batzuen arriskuaz ohartzeko ere balio du lotura horrek. Demagun Molac legea aurrera atera zela eta murgiltze eredia anitzez gehiago zabalduko zela eskola publikoetan, zenbat denbora behar izanen ote zen ikastolen eredia auzitan jartzeko Frantziaren menpeko Euskal Herrian ere?

Errealitateak erakutsi du D ereduan ikaste hutsarekin bakarrik ez dela herri bat euskalduntzen. Duela zenbait hamarkada pentsatu zen haurrak masiboki euskaraz eskolatuz, euskararen arazoa konponduko zela. Anitz lagundu du, bistan da. Baina D ereduan ikasi duten ikasle anitz maila zinez apalarekin heltzen dira unibertsitatera. Euskararekiko atxikimendua ere horren araberakoa izan ohi da.

### **Kulturaren transmisioaren garrantzia**

Gero eta ahots gehiagok dio irakaskuntza ez dela nahikoa herri bat euskalduntzeko, eta lan mundua ere euskaldundu behar litzatekeela, gutxienez. Euskaraz -gogoz kontra eta kostata- ikasi dutenek zer gogo izanen dute euskaraz bizitzeko edo euskaraz mintzatzeko indarra egiteko, beren inguruak erdaraz funtzionatzen duela ikusten badute?

Auzia, dena den, ikastolatik kanpoko mundu horretan nagusitzen den hizkuntzatik harago doa. Irakaskuntzak haur euskaldunak sortu eta herria euskaldundu nahi badu (hori ote da espainol edo frantses eskola publikoaren helburua?), ikasleei eman behar zaie konpetentzia ez da linguistikoa bakarrik. Ikasleei ez bazaizkie ematen euskara ikasteari zentzia ematen dioten giltzak, erdaldun elebidunak baik ez dira sortzen, Joxe Manuel Odriozolak dioen bezala.

Giltza horietako bat -nagusia- kulturaren transmisioa egitea da. Ikasleei irakatsi (erakutsi) behar zaie euskara ez dela errorik gabeko hizkuntza bat, ez dela *habitusik* gabeko herri baten mintzaira bat. Euskara bere testuinguruan irakatsi eta erakutsi behar zaie: Euskal Herriko kultura, bere zentzu zabalean, azaldu behar zaie. Hasteko, Euskal Herriko historia eta geografia. Baina baita ere Euskal Herriko antolaketara soziala, soziopolitikoak, ekonomikoak, sozioekonomikoak, Euskal Herriko egoera soziolinguistikoaren oinarriak eta abar. Bistan da, adin bakoitzari dagokionaren arabera, baina eduki horiek eman behar dira. Bestela, euskaraz irakasten zaie zer den frantsesa edo espainola izatea (gehiago jakin behar dute Frantziako eta Espainiako literaturaz, historiaz eta geografiaz, Euskal Herrikoaz baino).

Eta gaia espezifikoki kulturara ekarrita, euskal kultura ezagutarazi behar zaie, beren adierazpide guztietan. Batetik, oinarrizko ezagutza bat ziurtatu behar zaie: ez da normala Euskal Herrian eta euskaraz ikasi duen unibertsitateko ikasle batek sekula entzun ez izana Txillardegiren izena edo ez jakitea Xabier Lete nor zen. Bestetik, euskal kulturaren kontsumitzaile eta sortzaile (edo, behintzat, eragile) izanen diren

belaunaldiak sortu behar ditu hezkuntzak. Nola gozatuko dute euskal kulturaz, euskal kulturarekin harremanik ez badute? Nola jarraituko dugu euskal kultura zaharberritzen, gazteak beste parametro kultural batzuen arabera mugitzen badira?

Hezkuntza sisteman euskal kultura bigarren mailara kondentatzeak erran nahi du kultura hegemonikoa (frantsesa edo espainola, edo ingelesezkoa frantsesez edo espainolez) bihurtzen dela jaun eta jabe, kultura hegemoniko horretatik baizik ez direla haziko, kultura hegemoniko horrek itoko duela euskal kultura.

Herri honek euskal hezkuntza nazional bat behar du: edukiz eta antolaketaz. Hori ez daiteke etor Frantziako hezkuntzatik (“Hezkuntza Nazionala” deitzen duena Frantziak berak, eta euskaldun anitzek horrela izendatzen duena). Baina nekez eraiki daiteke, halaber, zatiketa administratiboaren araberrako antolaketatik. Eta hezkuntza parametro nazionaletan antolatzeak erran nahi du, baita ere, “publikoa” hitza beste era batera ulertzea. Hezkuntza arautuaren sare nazionala indartu behar da (ikastolen kontra zabaltzen ari den kanpaina hezkuntza nazional horren aurka ari da), eta horretarako, Euskal Herria bera gehiago batu behar da.

Erronka itzela da. Hezkuntza ez daiteke egon arautuko erakundeen esku bakarrik. Kulturaren eragiletza horretan, sektore guztiek esku hartu behar lukete: unibertsitateek, hedabideek, argitalpen zerbitzuek, kultura programatzaileek, eragileek, aisialdi zentroek eta abar. Gainera, zorionez, ikuspegi nazionalarekin eta kulturaren transmisioan lanean ari diren lagun eta eragile franko badago Euskal Herrian. Horien ikusgarritasuna eta horien guztien arteko antolaketa eta koordinazioa falta dira, behar bada. Hezkuntza nazional bat eraikitzeko edo sendotzeko proiektuak bultzatzea, aldiz, jende anitz oihartzun gutxi lortuz egiten ari diren lan handi horren zabalkundea.

Baina egiturari buruzko erabakiak eta elkarlanak ere pentsatu behar dira: adibidez, aterabide iraunkor bat eman behar zaie Bidasoatik iparraldera ikasten dutenek unibertsitatean eta lanbide heziketan euskaraz ikasten jarraitzeko dituzten traba administratiboak.

### **Auzi politikoa**

Nahi ala ez, auzi politikoa da. Herria nola ulertzen den, nola antolatzen den, nola egituratzen den eta herri hori zein norabidetan jartzen den erabakigarria da euskaldun osoak (ez erdaldun elebidunak) sortzerako garaian. Parisek sor litzakeen (baina sortuko ez dituen) murgiltze ereduko gelen alde egitea ere hautu politiko bat egitea da, alegia, kontzientziaz frantsesak diren euskal hiztunak (haien euskara maila izanen dena izanen dela) sortzearen aldekoa.

Euskararen biziraupena euskal kulturaren biziraupenean eta herri kontzientzian oinarritzen bada, kultura horren transmisioa bermatzen ez duen hezkuntza eredu baten alde egitea hautu politiko bat da. Hots, euskara salbatzen ez duen eredu baten alde tematzea ere hautu politikoa da, Euskal Herriaren pixkanakako itzaltzea bultzatzen duelako.

Beraz, zer erran Molac legeari buruz? Erronka ez dagoela hor. Eta Eusko Jaur-laritzan aztertzen diren hezkuntza araudi berriari dagokionez, gauza bera: euskal hezkuntzaren aterabidea nazionala (eta politikoa) izanen da edo ez da konponduko.

# Molac legea Eskualdeko Hizkuntzen Ondarea Babesteari eta sustatzeari Buruzko legea ote da?

DUFAU LAKABERATZ, Aines  
Euskaltzain urgazlea

2021eko apirilaren 8an, Frantziako Legebiltzarrak Molac legea onartu zuen, ofizialki *Hizkuntza gutituen ondarearen babesaz eta haien sustapenari buruzko legea* deitua.<sup>1</sup> Haatik, Konstituzio Kontseiluak 4. artikulua zentsuratu zuen, murgiltze eredia Hezkuntza Kodean sarrarazteko bidea moztuz.

Alta, murgiltze ereduaren ezagutza ofizialik gabe zer balio zukeen Frantziako hizkuntza gutituei buruzko bigarren lege horrek? Oroit gara lehen legea ere, Deixonne izenekoa, 1951n bozkatua (70 urte lehenago, beraz) hasierako helburuetarik urrun gelditu zela: doi-doia hizkuntza gutituen aipamena ahalbidetzen zuen eskoletan, nahi zuten ikasleentzat, eta batxilergoko hautazko gaietarik zen, baina ahozkoa bakarrik, eta punturik eman gabe, Danielle Albizu irakasle eta Ikas elkarte-buru zenak eman lekukotasunaren arabera.<sup>2</sup>

Konstituzio Kontseiluaren erabakiaren kontrako protesta gisa, elkarretaratze handiak egin ziren 2021eko maiatzaren 29an, hunkiak ziren eskualdeetan, bereziki Ipar Euskal Herrian (9.000 bat lagun Baionan) eta Bretainian, *Pour que vivent nos langues* batasunak antolatuz.<sup>3</sup>

2021eko ekainaren 30ean, Euskararen Erakunde Publikoko zuzendaritzako hautetsi ordezkari bat hartu zuten Parisen frantses gobernuko lehen ministroak izendatu Euzet/Kerlogot legebiltzar-misiodunek. Horiek hartu zituzten bestalde

1 LOI n° 2021-641 du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion. <https://www.legifrance.gouv.fr/dossierlegislatif/JORFDO-LE000041575354/>

2 <https://www.eusko-ikaskuntza.eus/es/publicaciones/ikas-kultur-elkarte-baten-adibi-dea-ikas-association-culturelle-basque/art-21136/>

3 [www.pourqueviventnoslangues.com](http://www.pourqueviventnoslangues.com)

Eskolim sareko sei federazioen ordezkariak, erran nahi baitu murgiltze eredua erabiltzen duten Euskal Herriko Seaska, Britainiako Diwan, Korsikako Scola Corsa, Okzitaniako Calendreta, Kataluniako La Bressola eta Alsaziako ABCM Zweisprachigkeit.

**Azkenean, bazterren jabaltzeko edo, Frantziako Hezkuntza Ministerioak eskualdeetako hizkuntzei eta kulturei buruzko zirkularra zabaldu zuen 2021eko abenduaren 14an.<sup>4</sup>**

Zirkular horrek murgiltze eredua irakaskuntza *metodo* gisa aipatzen du, erabil daitekeen *estrategia* gisa, pareko sistemaren ondoan (sail elebidunetako oren kopuru bera frantsesez eta hizkuntza gutituan); ez du, ordea, murgiltze sistema *eredu* gisa aipatzen.

Aitzinamendua ahula izanik ere, perspektiba berria ekartzen du horrek: ikastetxe orotan (publikoetan ere, beraz), euskarazko irakaskuntza indar daiteke, helburua delarik sail elebidunetako ikasleek eta haien familiek nahi izanez geroz, hizkuntza gaitasun maila bera lortzea frantsesez eta hizkuntza gutituan. Helburu hori zirkularrean ageri da.

**Baina posible ote da ikasleek hizkuntza hein bera kausi dezaten frantsesez eta hizkuntza gutituan? Bestela errana, helburuen araberakoak ote dira irakaskuntzak eskaintzen dituen baliabideak?**

2021eko abenduaren 14ko zirkularrean arabera, sail elebiduneko gaitasun helburuak hauek dira hizkuntza gutituei dagokienez: A2+ maila 3. zikloaren bukaeran (lehen hezkuntzaren bukaeran), B1+ maila kolegioaren bukaeran (DBHren bukaeran) eta B2+ maila lizeoaren amaieran (batxilergora heltzean).

Bestalde, gaur egun hizkuntza eta kultura gutituei buruzko curriculumak eskas da: orainokoa falta dira urratsez urrats ikasleek ezagutu behar dituzten obren corpusak.

Are gehiago, lehia daude hizkuntza gutituak hedadura handiko hizkuntzekin (ingelesa, gaztelania...). Eta lehia horrek ez du barkatzen; hedadura handiko hizkuntzen nagusikoa indartzen du ttipien kaltetan.

Ondorioak ageri dira batxilergoko gai nagusia (*berezitasuna*, astean sei orenez

---

<sup>4</sup>Langues et cultures régionales. Cadre applicable et promotion de leur enseignement. <https://www.education.gouv.fr/bo/21/Hebdo47/MENE2136384C.htm>



lantzen dena) hautatzeko unean. Hizkuntza saileko *berezitasuna* hartu nahi duten ikasleek hautuan dituzte hizkuntza nagusiak (ingeleza, gaztelania, etab.) eta *eskualdeetakoak*, hala nola euskara.

Orotara, 2021-2022 ikasturtean, Iparraldeko hiru lizeotan baizik ez da euskara *berezitasun* gisa landu batxilergoan:

- Seaskaren Bernat Etxepare lizeoan: 15 ikaslek euskara hautatu dute, ingeleza 8k, gaztelania nehork.

- Uztaritzeko San Josep lizeoan: 8 ikaslek euskara hautatu dute, ingeleza 11k, eta gaztelania nehork.

- Donibane Lohizuneko Maurice Ravel lizeo publikoan: 15 ikaslek euskara hautatu dute, ingeleza 16k, eta gaztelania 4k.

Orotara Iparralde osoan 38 ikasle dira euskararen hautua egin duten ikasleak. Garaziko lizeo bakarrean (euskarazko lehen liburu inprimatuaren idazlearen herrialdean) ez du ikasle bakar batek euskara berezitasun gisa hartu; 24k, aldiz, ingeleza hautatu dute eta beste 4k gaztelania.

2021eko abenduaren 14ko zirkularrak dio Hezkuntza Ministerioak *eskualdeetako* hizkuntzen irakaskuntzaren sustatzea duela helburu, eta hizkuntzen planaren bitartez, hizkuntza aniztasuna sustatu nahi duela, atzerriko hizkuntza bizietan, eskualdeetako hizkuntza bizietan eta antzinako hizkuntzetan bermatuz. Halaber, frantses gazteek hizkuntzak hobeki menderatzea du helburu.

**Errealitatean, ez ditu zuzentzen 2017ko erreformak kolegioetan eta 2019koak lizeoetan eragin makurrak.**

Alabaina, sail elebidunik ez da gehiago lizeoetan, ikastetxe publiko zein pribatuetan.

Horretaz arranguratu da Europako Hizkuntzen Aniztasunaren Sustatzeko Sarea (npld.eu).<sup>5</sup> Bere aldetik, Euskararen Erakunde Publikoak proposamen bat helarazi zion ministerioari 2021ean, Frantziak plantan ezarri nazioarteko sailen eta europar sailen ereduetan bermatuz. Baina araposturik ez da izan, eta geroztik murgiltze sistemaren aurkako erasoak erasoa gertatu da.

---

5 Ikus [nphttps://www.npld.eu/our-publications/](https://www.npld.eu/our-publications/)

**Kolegio publikoetako sail *elebidunen* errealitatea zer den jakiteko**, balio du 2021eko maiatzaren 28ko *Ipar Euskal Herriko Hitza* kazetan Euskara Geroan elkarreko bi kidek (Laida Etxemendi eta Aitziber Zugarramurdi, biak kolegioetako irakasleak) eman elkarrizketaren irakurtzea.<sup>6</sup> Kolegioetan egiazko sail elebidunik (non oren kopuru bera den euskarazko eta frantsesezko irakaskuntzan) ez da orainokoa, salbuespenak salbuespen. Euskararen lantzeko oren kopurua ttipituz joan da 2015eko erreformaz geroztik, eta kolegioetan ere euskarak pairatzen du hizkuntza nagusien lehia.

Alta, argi da Seaskatik hara, eskola publikoetan eta pribatuetan ere haurren euskalduntzeko bidea lortu behar dela.<sup>7</sup>

**Gainera, Hezkuntza Ministerioak 2021eko abenduaren 14an plazaratu zirkularrak gibelerara egiten du azterketen sailean. Horrek bultza bide ditu ikasleak eta haien irakasleak azterketetako gaiak frantsesez lantzera.**

Solasez aitzina eta egintzaz gibelerara.

Funtsean, berez testu ahula izanik ere (ez da lege heinekoa), zirkularrak oroitarazten du konstituzioaren 2. artikulua arabera **frantsesa dela frantses errepublikaren hizkuntza**. Horregatik, burasoen eta erakunde publikoekilako komunikazio hizkuntza frantsesa izan behar da.

Ororen buru, zirkular horrek Hezkuntza Ministerioaren helburua garbi uzten du: ***Eskualdeko hizkuntza bizi baten azterteak frantses hizkuntzarekin loturak egitera eramaten ditu ikasleak eta horrela frantsesaren hobeki menderatzen laguntzen du.***

**Hizkuntzen aniztasunaren alde mintzo da 2021eko abenduaren 14ko zirkularra:** testu horren arabera, Frantzia kontinentalean dozena bat hizkuntza hunkiak dira (euskara, bretoiera, katalana, korsikera, Britainiako galoa, okzitania, Alsaiziako hizkuntzak, Moselako hizkuntzak, franko-proventzera, mendebaldeko flandriera, Pikardiako mintzaira), itsasoz haraindiko lurraldeetako hizkuntzez gain.

Baina hizkuntza aniztasunaz 2022ko martxoaren 15ean Pauen antolatu zuen biltzarrean, Frantziak bere kezka nagusia erakutsi zuen: frantsesaren eragina ttipituz doa ingelesaren nagusigoarengatik.<sup>8</sup>

6 Ikus <https://iparraldekohitza.eus/2021/05/28/nahi-badugu-euskara-transmititu-behar-da-murgiltze-eredua/>

7 Ikus 2021eko maiatzaren 30ean Berria kazetak Iparraldeko euskarazko irakaskuntzaz egin artikulua.

8 <https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/fr/actualites/conference-sur-la-diver>

**Frantsesaren alde erabili argudioek ez dute balio bere ardurapeko hizkuntza gutituen tratamenduan. Funtsean, Frantziak ez du orainokoa berretsia Europako hizkuntza gutituen gutuna (Eurokarta).**

1970eko hamarkadatik herri mugimenduen lan jarraikiari esker oraino bizirik daude Frantziako hizkuntza gutitu zenbait. Euskara horietarik da.

Mugarri gisa dugu Euskara Geroan sail elebidunetako irakasleen elkarteak eta Biga Bai buraso elkarteak 2017an eman prentsurrekoa 2015eko kolegio erreformaren ondorio kaltegarriez ohartarazteko.

Bi urte lehenago, 2015ean, hiru sareetako irakasle eta buraso elkarteek, Ikasek, Iker zentroak, Iparraldeko unibertsitateak eta Konfederazioak hezkuntza ministroari idatzi zioten salatzeke lurralde osoan euskal irakaskuntzaren eskaintza falta izateaz gain, funtsezko ahuleziak pairatzen zirela oraino bost alor hauetan:

-Ikasleek baxoraino eta zikloka erdietsi behar dituzten kompetentziak, jakitateak eta kultura helburuak.

-Helburu horietara heltzeko programak (curriculumak), sail orokorrean eta lanbide heziketan.

-Ziklo bakoitzaren bukaerako ebaluazio eta zertifikazio moldeak.

-Helburuen eta edukien araberako pedagogia tresnak.

-Irakasleen oinarrizko formakuntza eta formakuntza jarraikia.

Hezkuntza Ministerioari galdegiten zitzaion bost alorretan ari diren herri hizkuntzetako administrazio arduradunak eta eragileak (unibertsitate ordezkariak, sare bakoitzeko irakasle, buraso ordezkariak eta sindikatu ordezkariak) lehenbailehen bil zitzaion gibelatuak ziren sailen aitzinarazteko, normaltasunera heltzeko helburuarekin.

Frantziako gobernuari galdegiten zitzaion herri hizkuntzen irakaskuntza segurtutuko zuen lege bat lehenbailehen presta, bozkaraz eta aplikaraz zezan.

Galde horrekin batean Hezkuntza Ministerioari helarazi zitzaizkion funtsezko bi dokumentu, jendarte zibilak eta hautetsiek beharrezkotzat jo zuten hizkuntza politikaz:

---

site-linguistique-et-langue-francaise-au-sein-de-l-union-europeenne/

-Hautetsien kontseiluarena: Contrat Pays Basque - Volet 2015-2016 - Commission Langue basque. 25 novembre 2014.

-Garapen kontseiluaren Atelier Langue basque - Note de travail - Mars avril 2014.

Baina, geroztik, salbuespenak salbuespen (irakasle titularren formakuntza 2016an eta euskal irakaskuntzari buruzko unibertsitate diplomaren sortzea 2019an) ageri da euskal irakaskuntzaren garapenaren murrizteko politika eramaten dela, kolegioaren erreformaren kariatara 2015ean, bide beretik 2019an lizeoaren erreformaren kariatara, eta ondotik murgiltze sistema legez kanpo ezarri nahian. Azkenean, lehen urteetako irakaskuntza osoki euskarazkoa izatea onartu da 2022an eskola publiko zenbaitetan ere. *Allegro ma non troppo*: euskaraz formatu irakasle batzuk frantsesez irakastera behartuak dira.

**Frantziako hezkuntza saileko politika bortitzari buru ari izan behar den bitartean, indar anitz xahutzen da. Testuinguru horretan, euskara nola biziberri jendartean, eta bereziki alor sozioekonomikoan?**

Adibide gisa, helduen euskalduntzeko sustapen ekintzak baliosak dira, eta ohargarria da 2021eko udazkenean Euskal Elkargoan egin zuen komunikazio kanpaina, baina gero baliabide faltaz, AEK-k ez zituen ikasle guziak hartu ahal izan. Alta, helduen euskalduntzea jokagai nagusietarik da:

-Haurren eskolatzean da hizkuntza politika oinarritzen gehienbat. Jende helduen parte bat buraso ere baita, familia transmisioa eskolakoarekin uztartuz eraginkorra izan daiteke.

-Formakuntza jarraikia dela medio, euskara laneko hizkuntza bihur daiteke.

-Iparraldean sortu jendea gutiengoan gara, eta urtero desoreka hori handituz doa, saldo handian heldu baitira gure herrian bizitzera Frantziako beste eskualdeetako jendeak, frantsesaren nagusigoa indartuz euskararen kaltetan.<sup>9</sup> Kanpotik heldu jendeari berehala euskaraz eta euskal kulturaz jabetzeko bidea ematea premia handiko neurria da.

Klima aldaketaren kasuan bezala, badakigu bioaniztasunaren aldeko neurriak hartu behar direla; gisa berean hizkuntza eta kultura aniztasunaren alde.

---

<sup>9</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-200067106>

Adibide gisa interesgarri da ikustea 1994ko urrian lau batasunek (Konfederazioa sortu baino lehen) –AEK, Euskal Herrian Euskaraz, Pizkundea eta Seaska– plazaratu zuten *Deiadar: Euskararen agiria. Berehalako 40 neurri eta gomendioak*. Haietarik zenbat dira gauzatu?

Mugarri handia dugu Euskararen Erakunde Publikoaren sortzea 2014an. Hizkuntza politikaren diseinua egin zuen hiztun osoen sortzeko xedea lehenetsiz. Ondikoz, Euskaren Erakunde Publikoak ez du orainokoa eraman behar duen politikaren arabera ahalik ukan: ez legez, ezta diruz ere (urteko aurrekontua 4 miliotan mugatua du).

Mugarri ere 2011/2012 urteetan, Garapen kontseiluak eta Hautetsien kontseiluak iradoki zuten Estatuarekin euskararen normalizatzeko esperimentazio protokolo bat (*régime dérogatoire*) negoziatu behar zela, euskarari “koofizialtasun” estatua emanez.<sup>10</sup>

Kari horretara, Garapen kontseiluak eta Hautetsien kontseiluak (Ipar) Euskal Herri mailako erakundearen beharra azpimarratu zuten (*Lurralde elkargo berezia*), herrialdeko desfizioei buru egiteko, eta bereziki hizkuntza sailean. 2017tik gisa horretako elkargoa bada Iparraldean, baina koofizialtasuna aipatzen ote da hartan?

**1996tik bost urtez egiten diren inkesta soziolinguistikoe**k euskararen egoera kezkarria erakusten dute beti, halaber kale neurketek,<sup>11</sup> UNESCOk dioena baieztatuz: euskara itzaltzeko arriskuan da Iparraldean. Bestetik, orainokoa inkestek erakusten dute euskararen aldeko tirria, zorionez.

Iparraldean ez da gehiago euskararen eremu trinkorik, uharte(txo)ak baizik. Ura goiti ari da, eta arduradunek segitzen dute laudatzen eramaten ari diren *politika boluntarista*.

---

10 (Ipar) Euskal Herriko Garapen kontseiluaren lan txosten baten arabera (Note de travail - Lan txostena, Mars-avril 2014 - 2014ko martxoa-apirila - Atelier 7, Langue basque Réunion n°3).

11 Ikus <https://soziolinguistika.eus/eu/proiektua/hizkuntzen-erabileraren-kale-neurketak-euskal-herria-2021-2/>

# Kronika

UBEDA, Garbiñe  
Kazetaria

Molac legea, Frantziako Kontseilu Konstituzionalak oztopatutako ahalegina baino gehiago, zedarri bat izan da eskualdeetako hizkuntzen aldeko mugimenduan. Urratu duen bidea -2020ko abenduan Senatutik osorik pasa ostean, gehiengo zabal batek onartu zuen Asanblea Nazionalean-, “miragarri” ez ezik, “une historiko” gisa ere deskribatu zuen **Paul Molac**-ek berak, eta 60 diputatuk jarritako helegitearen ondorioz eten den arren, gaiaren gaineko iritzi publiko orokorra “erabat irauli” dela frogatzen du, “hizkuntzak isilarazi nahi dituen politikarik ez delako jada ulertzen, ezta frantses elebakar diren eskualdeetan ere”.

Frantziako Legebiltzarrak *Molac legearen* bi artikuluko jo zituen konstituzioaren aurkako. Hain zuzen, laugarrena, edo hezkuntzako murgiltze ereduari buruzkoa, eta bederatzigarrena, estatu zibileko dokumentuetan “ñ” eta gisako ikur diakritikoen erabilera arautzen duena. Azken horrek aise ilustratu du estatuaren zentzugabezia iritzi publikoaren aurrean, Paul Molac diputatu bretoiaren ustez: «“Klima aldaketa, emigrazioa... egundoko arazo latzak ditugu eskuartearen, eta zuek markatuko bat debekatzeko borrokan tematuta?” galdetzen diete harrিতuta herritarrek».

Murgiltze ereduak gelditzea, berriz, “Jean-Michel Blanquer Hezkuntza ministroaren tema” izan zela nabarmendu zuen, “hain zuzen, gizon bakar baten borondaketa, tekno-elitearen laguntzaz aurrera eramane zena”. Izan ere, eskualde hizkuntzen babeserako legea konstituzioaren aurkako jotzeko manerek eta prozesuak berak, irregulartasunez josia izanik, “estatuaren totalitarismoa” jarri du agerian Molacaren esanetan, eta halaber, “XXI. mendea XIX.etik ateratzen gabe gidatu nahia”, Frantziako Iraultzaren ondorio baita “fanatismoa euskaraz mintzo da eta askatasunaren hizkuntza frantsesa da” dioen sineskeria. Beste horrenbeste esan liteke “eskualdeetako hizkuntza-eskubideak aipatu eta jarraian separatismoa ahotan hartzeaz ere”. Azken finean, “ikuspegi politiko hutsez, oinarri juridikorik gabe” bota zen atzera legea, mintegian zientifikoki frogatu zenez.

### Ideologia jakobinoa eta paradoxak

Zentzugabekeriak hizpide hartuta, Kontseilu Konstituzionala eragindako paradoxa-egoerak aletu zituen **Eneritz Zabaleta** Zuzenbidean doktoreak. Besteak beste, Ipar Euskal Herrian gertatzen den egoera bitxia aipatu zuen: “Batetik, euskaraz ikasi ahal izateko aukera eskola guztietara hedatu behar da, eta era berean, murgiltze sistemak eskaintzen duen aukera ezbaian jarri da”. Bigarren paradoxa bat ere bada, hari beretik: “Legean sartu delako, hainbeste urtean martxan izan den sistema pedagogikoa ukatua izan da, baina bestalde, urtero txostenak egin beharko zaizkio Legebiltzarrari, Seaskaren edota murgiltze eredia eskaintzen duten sareen eta ikasgelen egoera zertan den azaltzeko”.

Hirugarren paradoxa bederatzigarren artikulua atzera bota izanagatik dator: “Frantsesa inposatuagatik ere, itzulpenak egin ahal izatearen printzipioan oinarrituz garatu eta legeztatu da seinaleztatze elebiduna azken 30 urteotan, eta orain, Kontseilu Konstituzionalaren erabakiz justuki, ezin dira zeinu diakronikoak erabili”.

Frantsesarenak ez diren ikurrak debekatzeko interpretazio “oso hertsia” egin dela esplikatzen Zabaletak, “nahi izanez gero, jurisprudentziarekin bat datorren bidea ere hauta zitekeelako”. Alegia, “ñ”-a eta enparauak, Robert hiztegieta ageri direlako edota estatuak berak izendapen ofizialetan erabili izan dituelako, “frantsean sartu direla eta dagoeneko frantsesak direla azaldu zitekeen, erran nahi baita, nazionalizatu zitezkeela nolabait, konponbide praktikoa hori batzuek sobera gus-tuko izango ez zuten arren”.

Murgiltze ereduaren aurkako epaiak, “arrazoitu ez den arrazoinamendua” eman izana nabarmendu zuen. Epaiileek analisi juridikoak, politikoak, sozialak eta bestelakoak idazten dituzte epaietan, hau da, “mota askotako hamaika argumentu baliatzen dituzte, haien erabakiak justifikatzeko”, baina kasu honetan arrunt bestela jokatu da. Bi gauza besterik ez dira esaten, Zabaletak dioenez. Alegia, “murgiltze pedagogikoan komunikazio hizkuntza ez dela frantsesa, batetik, eta bestetik, erakusten den hizkuntza ere ez dela frantsesa”. Murgiltze eredia konstituzioaren aurkako jotzeko arrazoinamendua, hain zuzen, bi puntu horietan datza, baina horrek “ez du zehazten non den arazoa”, eta beraz, “ez dago jakiterik juridikoki nondik jo litekeen egoera gainditu ahal izateko”.

### **Paradoxaren paradoxa**

Jean Castex Frantziako lehen ministroak aferari aurre egiteko bi parlamentariri agindutako txostena ere hizpide hartu zuen Zabaletak. Lehen zatian epaiaren eta pedagogien interpretazioa egiten dela dio. Baikor izanik, murgiltze eredia “konstituzioan bermez” sartu ahal izango omen litzateke txostenaren arabera, eta ondorio horretara iristeko errealitate gordinari heltzen omen zaio, esanez murgiltze eredian diren haurrak ez direla beti euskaraz ari, hortaz, “nola justifikatu hizkuntza inposatzen zaienik, ikasgelan nahiz jolas garaian frantsesez ari badira?”.

Txostenaren bigarren zatiak murgiltze eredia legean sartzeak dakartzan eragozpenez dihardu, eta “hala eginez gero, epaileen interpretazioaren esku” geratuko litzatekeela ondorioztatzen da. Interpretazioa ekiditeko ahaleginean asma litekeen zeharbide oro, bestalde, “izan zirkularrak, hitzarmenak edo dena delakoak, legezotasunaren kontrolpetik pasa beharko lukete azkenerako”. Hortaz, txostenean ez dago aterabiderik Zabaletaren aburuz, eta “konstituzioa aldatu ezean ziurgabetasuna baino ez dago”.

Ondorio berera iritsi ziren bai Paul Molac diputatua bera, bai eta gainerako parte-hartzaileak ere, Euskaltzaindiak eta Euskal Konfederazioak antolatutako mintegian. Halaxe mintzatu zen **Mathieu Bergé** Akitania Berria eskualdeko kontseilaria, bere burua elebitasunaren militante jo ostean: “Errepublika ez da Frantzia. Errepublika kontratu sozial bat da, elkarrekin dugun proiektu komun bat, eta hizkuntzek muinean egon behar dute”. Haren ustez, kontratu sozialarekin ez da artean erabat asmatu, “ideologia jakobinoaren hondarrek hor jarraitzen dutelako, ideologia bakar gisa”. Alabaina, Max Brisson senatarien arabera, “egia da, indar politikoak gizartean ez bezala borrokan ari direla maila gorenean, baina jakobinoek ez dute beti irabaziko, separatismoa aipatuta tentsioa eta histeria eragiten duten arren”. Senatariak “aitzinatzen ari gareneko ustea” azaldu zuen, gogora ekarriz, hautetsiak mintzatu direla jada: “Blanquerrek ulertu ez duena da atzera egitea ez dela posible izanen”.

### **Eta hala ere, aitzina**

Halaxe da. Konstituzioaren aurkako jo ostean eta ziurgabetasun osoan gelditu izanagatik ere, irailean bi gela berri zabaldu dira sare publikoan eta beste lau sare pribatuan, Ipar Euskal Herrian. Behin-behinean, “afera zirkular baten bidez”



konpondu nahi dela aipatu zuen Euskal Erakunde Publikoko lehendakari **Antton Curutcharry**: “Aski kontent atera gara bilkuretatik, baina parean diren funtzionarioak ez dira gero erabakiak hartuko dituztenak. Ororen buru, oinarrizko galdera etorriko da beti, alegia, zer egingo dugun konstituzioarekin”.

“Funtzionario horiek arazoa zinez politikoa dela konprenitu dute” gehitu zuen **Peio Jorajuriak**, “eta zentzu horretan, erantzunak ere politikoa izan behar duela”. Seaskako lehendakariak gizartean gertatu den aldaketari eskaini zion arretarik handiena: “*Molac legea* defendatzera joan gara, jakinik ez zigula deus berririk ekarriko Seaskakooi. Baina borrokatu gara, hemen, Hiriburuko eskolaren inguruan nahiz Parisen, mobilizazio guztietan, elkarrekin; hautetsiak, herritarrak, sare publikoko eta pribatuetao eskolak eta Seaska, den-denak batera”.

Ildo horretatik beretik urrunago jo zuten Paul Molac-en azken hitzek: “Gutxiengoak elkartuz gehiengoa gara eta zaila egingo zaie horri kontra egitea”. Berea “itxaropen mezua” dela gehitu zuen eta esaldi biribil batez akuilatu zituen denak prozesuari berriz ere martxa ematera: “Legea egin nahia denbora galtzea dela esan izan didate askok, baina aurrera eramaten ez diren borrokak, horiexek dira benetan galtzen direnak”.

Etsitzetik urrun, **Jean-Réné Etchegaray** Euskal Hirigune Elkargoko lehendakaria ere aurrera jo beharraz mintzatu zen. Frantzia Turkiarekin parekatu eta biak ala biak Europar hizkuntzen karta sinatu ez duten herrialde bakarrak direla nabarmendu ondoren, paradigma aldaketa aldarrikatu zuen, “frantses instituzioak esklerosiak jota daudelako”. “Denbora galtzeari utzi” eta azkar batean egin beharreko urrats bat proposatu zuen, aitzina egiten lagunduko duelakoan: “Lehendakaritzarako hauteskundeak badatoz, aldarrika dezagun gaia, bultza ditzagun hautagaiak posizioa hartzera, afera honen aurrean zer postura duten argi eta garbi erratera”.